Rapport annuel d'activités

1er avril 2010 au 31 mars 2011

TABLE DES MATIÈRES

Mot du président..... 4

Membres du conseil d'administration..... 4

Mot de la coordonnatrice..... 5

Comités et regroupements dont le GASP est membre..... 8

Comité Itinérance..... 9

Comité Logis-études..... 11

Comité Journée Internationale pour l'élimination de la pauvreté..... 13

Comité Nuit des sans-abri..... 18

Comité Sécurité Alimentaire..... 19

Groupe Actions Logement-Habitation..... 21

Groupe Action en Matière d'Éducation..... 26

Orientations pour 2011-2012..... 28

Membres du Groupe Actions Solutions Pauvreté..... 29

Mot du président

Les membres du GASP, cette année, ont consolidé par les journées d'orientation le dynamisme du GASP. C'est ainsi que nous pourrons répondre davantage à notre mission qui est de lutter contre les causes de l'appauvrissement tant en amont qu'en aval. Rejetant l'idée simpliste que les causes de la pauvreté, soient strictement individuelles, le GASP met en lumière les dimensions structurelles et sociétales qui occasionnent la pauvreté.

Plusieurs projets auxquels le GASP consacre de nombreux efforts se sont réalisés. Songeons simplement au jeu de cartes intergénérationnelle ou à l'outil «En dent de si» qui cherche à sensibiliser de façon fort concrète en illustrant tant l'impact de la pauvreté que des solutions possibles pour y remédier.

Ces projets n'auraient pu voir le jour sans le travail de concertation des membres. Je tiens également à souligner le travail exceptionnel de notre coordonnatrice, madame Catherine Lusson, secondée par monsieur Carl Simard, qui a su mener à bien la réalisation de ceux-ci.

C'est avec confiance que le GASP poursuivra son mandat au cours des prochaines années. D'autres défis passionnants seront à relever, mais il est certain que le GASP continuera d'œuvrer pour l'édification d'une alternative plus écohumaniste afin de construire, non pas un autre monde, mais un monde autre fondé sur la justice socioécologique l'égalité, la solidarité et la réduction sensible des inégalités. À sa mesure et par ses réalisations, le GASP cherche à concrétiser cette alternative enracinée au cœur de l'espérance en l'avenir

Patrice Perreault, Président

Membres du conseil d'administration

- Martine Bédard, Dynamique des handicapés de Granby et région
- Roger Lafrance, Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est
- Mario Le Blanc, Maison Arc-en-ciel
- Patrice Perreault, Comité de pastorale sociale Granby et région
- Alain Massé, Auberge sous mon toit

Accompagné par Roxana Cledon, organisatrice communautaire au Centre de Santé et de Services Sociaux de la Haute-Yamaska

Mot de la coordonnatrice

Le moins que l'on puisse dire c'est que nous venons de vivre une année bien remplie. Outre la continuation de l'entente avec le Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Yamaska (CSSSHY), le GASP a connu un essor phénoménal avec l'obtention de subventions qui nous ont permis de compléter de nombreux projets en attente. Mentionnons, entre autres, la subvention de Nouveaux Horizons pour les aînés et un budget excédentaire du comité sécurité alimentaire qui a été attribué exceptionnellement au GASP.

Ces financements nous ont permis de réaliser plusieurs outils de sensibilisation touchant des domaines aussi variés que l'éducation, la sécurité alimentaire ou la pauvreté et l'exclusion sociale. D'autre part, c'est avec grand plaisir que nous avons veillé à la mise en place de l'AZimut et continué à coordonner le projet logis-études. À cela s'est aussi ajoutée en cours d'année la nécessité de tenir une planification stratégique afin de revoir les objectifs que le GASP s'était donné. Par ailleurs, vous remarquerez l'absence du comité d'analyse politique dans ce rapport car le comité ne s'est pas réuni cette année.

L'année à venir sera consacré tout d'abord à finaliser les projets réalisés, à suivre la progression de l'Azimut et du projet logis-études tout en mettant en œuvre les recommandations qui découlent de la planification stratégique. D'autre part, nous devrons consacrer du temps à la recherche de financement afin d'assurer la continuité du travail fait au GASP. Par ailleurs, nous devrons compléter la rédaction de documents de fonctionnement pour l'organisme, tels que le Code d'éthique ou les Politiques et procédures.

Un gros merci au conseil d'administration qui a été très présent et actif durant l'année en se réunissant à 12 reprises. L'assemblée des membres, qui s'est réunie à cinq reprises, dont deux fois pour la planification stratégique, a démontré une belle collaboration et un grand intérêt dans les différents dossiers que le GASP a mené durant l'année. Voici un court résumé d'une partie des travaux qui ont tenu le conseil d'administration et moi-même fort occupés :

- Participation de la coordination à tous les comités du GASP; responsable de l'animation et de la prise de notes et des suivis pour tous les comités sauf deux ;
- Représentation du GASP aux activités régulières de 8 comités ou regroupements (voir liste à la page suivante) par la coordination ou un des membres du GASP ;
- Assurer toutes les tâches administratives nécessaires pour un OBNL dont des rencontres régulières pour la comptabilité du GASP (avec la trésorière et le comptable) ;
- Rédaction de la correspondance, les rapports d'étape et les rapports finaux pour les différents comités, projets et activités générales du GASP ;
- Rédaction et suivi du plan d'action pour l'entente GASP/CSSSHY ;
- Rédaction et adoption de la politique salariale du GASP ;
- Embauche d'un adjoint administratif (offre d'emploi, choix des candidatures, entrevues, rencontres avec Emploi Québec, etc.) ainsi que l'accompagnement et l'évaluation de l'employé d'août 2010 à avril 2011 ;
- Déménagement du bureau du GASP à la Ruche en février 2011 ;
- Représentation du GASP à divers activités des partenaires comme des conférences

de presse et autres activités publiques ;

- Responsable des relations du GASP avec les médias dont des interventions sur des sujets d'actualité concernant la mission du GASP, les invitations, les communique de presse, etc. ;
- Présentation du GASP à divers personnes et organismes ; étudiants du Cégep, population en général, participants de projets ainsi qu'à de nouveaux membres ;
- Planification de la tenue des assemblées des membres dont l'organisation de la présentation sur les mesures et services d'Emploi Québec et planification de l'assemblée générale annuelle de 2010 ;
- Organisation de la planification stratégique dont la recherche d'une animatrice et deux rencontres avec celle-ci, entre autres tâches ;
- Le suivis des nombreux projets ainsi que la réception et le traitement des demandes concernant ceux-ci; notamment le site web, le dépliant et l'outil promotionnel en sécurité alimentaire, le jeu de cartes, le coffret d'outils d'animation et le projet respect et assiduité ;
- Supervision et accompagnement d'un stagiaire en informatique du Cégep, septembre 2011 ;
- Rencontre et formation sur la médiation avec l'organisme Justice Alternative et Médiation, décembre 2011 ;
- Suivi et mise en œuvre des recommandations découlant de la planification stratégique dont : la création d'un sous-comité pour travailler sur les modifications des règlements généraux et la création d'un sous-comité pour travailler sur les énoncées de principes ;
- Participation à une rencontre sur les résultats d'une enquête sur le logement et la pauvreté, juin 2010 ;
- Participation à une émission de télévision sur la mobilisation, janvier 2011;
- Participation à une consultation sur les mesures budgétaires, février 2011;
- Participation à une rencontre au sujet des paniers de Noël, mars 2011;
- Le soutien de la coordonnatrice dans ses tâches et mandats pour le GASP.

Suite à la planification stratégique, le GASP a adopté une nouvelle mission et vision qui correspondent mieux à la réalité actuelle de l'organisme.

MISSION : Dans une perspective de justice sociale, le Groupe actions solutions pauvreté est une table de concertation intersectorielle qui vise à mettre en commun les forces de tous les partenaires de la Haute-Yamaska dans la mobilisation, la recherche de solutions concrètes et le développement d'initiatives concernant les problèmes d'appauvrissement et d'exclusion sociale vécus dans la communauté.

VISION : Le GASP est … un groupe d'action **rassembleur** et **reconnu** par les **forces vives** de la **collectivité.** Il **contribue** à l'amélioration **des conditions de vie.** Il **initie** et **collabore à des actions concrètes** et à la **mobilisation citoyenne.**

Catherine Lusson, coordonnatrice

Interventions dans les médias sur des sujets d'actualité concernant la mission du GASP

Le GASP est cité au sujet de la hausse du salaire minimum :

Des familles affectées et inquiètes

NANCY BEAULIEU

GRANBY — Avec un revenu médian après impôts de quelque 40 000 $, les ménages de la Haute-Yamaska sont plus pauvres que les autres familles québécoises, qui ont en moyenne près de 62 000 $. Le budget du gouvernement Charest déposé mardi inquiète d'ailleurs des familles de la région.

Avec leurs 70 000 $ nets, même si leurs revenus excèdent la moyenne régionale, la famille Gaucher-Hévey, qui compte deux enfants de 5 ans et de 10 mois, a réagi aux hausses de taxes et de tarifs annoncées dans le budget 2010-2011. «C'est un budget inéquitable, estime Rosalie Hévey. Il y a beaucoup de hausses et ça va faire une grosse différence pour les familles à faibles revenus, reflète la comptable agréée de 30 ans. Même nous, qui ne sommes pas pauvres, la hausse de la TVQ (taxe de vente du Québec) va avoir un impact, puisqu'on pensait changer de véhicule l'an prochain.»

«La hausse de la TVQ touche tout le monde, renchérit son conjoint, Jean-Philippe Gaucher. Ça ne touche pas la nourriture, mais ça a un impact sur toutes les sorties, les restaurants, les vacances.»

La taxe imposée sur l'essence irrite aussi le couple. «C'est encore nous qui allons payer encore plus, alors que les compagnies pétrolières font beaucoup d'argent. Je pense que c'est mal réparti», note Mme Hévey. «Nous, nous sommes chanceux, tempère son conjoint. On ne sera pas beaucoup affectés par cette taxe parce qu'on habite près de notre travail et que notre parenté est proche aussi. Mais ça va avoir un impact certain pour quelqu'un qui fait 30 000 $ par année.»

«C'est un budget qui défavorise les familles moins nanties, réitère M. Gaucher. La contribution de 200 $ par adulte qu'on va exiger pour la santé en 2012, ça va beaucoup affecter les ménages qui gagnent 50 000 $, mais ça va faire beaucoup moins mal à ceux qui font plus de 100 000 $», note-t-il.

«C'est la même chose pour les tarifs d'Hydro-Québec, poursuit le jeune père qui est aussi comptable agréé. Chaque point de pourcentage de hausse, c'est un 50 $ à 100 $ de moins dans mes poches.» La mesure irrite également Mme Hévey, qui trouve qu'à 25 000 $ par année, leur facture d'électricité est déjà assez élevée. «On a eu beaucoup de hausses en peu d'années. Ça coûte de plus en plus cher, je ne comprends pas pourquoi on doit payer encore», dit la mère, qui souligne que les enfants font augmenter les besoins en énergie d'un ménage. «Il y a beaucoup de consommation d'eau chaude, beaucoup de lavages, plus de nourriture à acheter, etc.», énumère-t-elle.

Mère de quatre enfants, la Granbyenne Annie Rondeau, 34 ans, est du même avis. «Il n'y a pas de mesures pour compenser les hausses de tarifs annoncées pour les ménages. Il va falloir qu'on en sorte plus de nos poches, et j'ai l'impression que c'est juste un début», affirme la conseillère budgétaire. Elle et son conjoint bénéficient d'un revenu annuel net situé entre 50 000 $ et 60 000 $. «Si on met toutes ces hausses côte à côte d'ici 2012, les hausses de salaire ne suffiront pas pour compenser, et il va y avoir un appauvrissement des familles.»

Des mesures en retour

Pour le couple Gaucher-Hévey, la contribution en santé serait acceptable dans la mesure où elle permettrait d'améliorer les services à court terme. «Ce n'est pas normal d'attendre 10, 12 heures à l'urgence de l'hôpital de Granby, dit M. Gaucher. Je ne suis pas contre le fait de payer pour avoir des services, mais il faut que ça s'améliore.»

«On a l'impression que ces hausses sont dues à la mauvaise gestion du gouvernement, avance M. Gaucher. Il est vrai que l'on paie au Québec 30% de trop sur les contrats d'infrastructures publiques, comme l'ont révélé les médias, c'est beaucoup d'argent perdu. Pour un contrat de 100 millions, c'est 30 millions de dollars que les ménages paient en trop.»

PHOTO STÉPHANE CHAMPAGNE

Parents d'Audrey-Ann et de bébé Gabriel, Jean-Philippe Gaucher et sa conjointe Rosalie espèrent obtenir des services en retour des hausses de taxes et de tarifs du budget Charest.

LA VOIX DE L'EST, 1er avril 2010

La classe moyenne paie trop, les riches pas assez

NANCY BEAULIEU

GRANBY — «C'est encore la classe moyenne qui va supporter le poids des finances publiques.» C'est ainsi qu'a réagi le coordonnateur de l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de Granby, Roger Lafrance, après avoir pris connaissance du budget du gouvernement Charest, dévoilé mardi. Selon les organismes communautaires d'aide aux familles de la région, le budget devrait miser davantage sur les entreprises et la classe des plus nantis pour renflouer les coffres de l'État.

«Il y a dans ce budget une volonté du gouvernement de donner un coup de barre pour rétablir les finances publiques, mais il compte beaucoup sur la participation des familles de la classe moyenne pour ce faire, affirme M. Lafrance. Le montant en santé (25 $ par adulte en 2010, 100 $ en 2011 et de 200 $ en 2012) sera facturé à tous ceux qui gagnent plus de 14 320 $ (pour l'année 2010). Nous, à l'ACEF, on considère qu'une personne qui gagne 15 000 $ est pauvre.»

Les entreprises vont contribuer seulement pour 7%

M. Lafrance critique également les taxes sur la consommation, comme la TVQ et la taxe sur l'essence prévues au budget. «Le fardeau est plus lourd pour les familles de la classe moyenne, parce que, même si une famille riche consomme plus et paie plus de taxes, elle a aussi davantage les moyens de payer», dit-il, avançant que la solution à cette iniquité aurait pu être l'imposition d'une taxe de vente plus élevée sur les biens de luxe. «À la hauteur de tel prix donné, on pourrait décider que le taux de taxe est plus haut. Ça se fait en Europe, alors pourquoi ça ne pourrait pas se faire ici ?» questionne-t-il. M. Lafrance juge aussi inadéquate la hausse de tarifs d'électricité annoncée pour tous les ménages. «Nous à l'ACEF, chaque année des familles viennent nous voir parce qu'elles ne peuvent pas payer Hydro-Québec, dit-il. Les riches eux, non seulement vont-ils pouvoir payer les hausses de tarifs, mais ils pourront aussi investir dans les énergies vertes.»

Selon le coordonnateur, les entreprises devraient contribuer davantage. «Il y a une iniquité. Pendant que les ménages vont s'appauvrir, les banques vont continuer de faire des profits faramineux», illustre-t-il.

«L'une des solutions serait d'ajouter un palier d'imposition supplémentaire pour les personnes à très hauts revenus», songe pour sa part la coordonnatrice du GASP de Granby, Catherine Lusson.

Selon cette dernière, l'absence de mesures pour compenser les inégalités sociales fragilise la société de demain. «C'est un retour à la pensée que toutes les personnes sont égales et peuvent s'en sortir par elles-mêmes. À un enfant né dans un milieu défavorisé, on demande de performer et de contribuer à la société comme un autre, alors qu'il part de plus loin et qu'il a moins de ressources. Ce budget ignore les différences individuelles et les responsabilités de la collectivité.»

LA VOIX DE L'EST, 1er avril 2010

Comités et regroupements dont le GASP est membre

- ***Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics*** (participation aux campagnes de pression et à une formation sur les finances publiques)

- ***Comité de coordination du RLS Santé publique du CSSS de la Haute-Yamaska*** (participation de la coordination à une rencontre)

- ***Comité éducation, formation et développement des compétences de Vision 2015*** (participation de la coordination à cinq rencontres, à la conférence de Jacques Ménard et au forum annuel de Vision 2015)

- ***Comité régional sur l'itinérance en Montérégie*** (participation d'un membre du GASP à dix rencontres)

- ***Comité Watt*** (participation de la coordination à deux rencontres)

- ***Réseau des sympathisants-Montérégie du Collectif pour un Québec sans pauvreté*** (participation de la coordination au Réseau)

- ***Réseau solidarité itinérance du Québec*** (participation d'un membre du GASP à deux rencontres et participation à des campagnes de pression dont une rencontre avec le député fédéral dans le cadre du Rallye pour la Stratégie de partenariats de lutte à l'itinérance (SPLI) en mars 2011)

- ***Table de concertation travail Haute-Yamaska*** (participation d'un membre du GASP et/ou de la coordination à trois rencontres et une activité)

LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

Jacques Ménard y croit dur comme fer

LA VOIX DE L'EST, 21 septembre 2010

Sur la photo, nous reconnaissons Catherine Lussier, coordonnatrice du GASP, Yves Langgé, directeur du Passant, et Robert Vincent, député fédéral du Bloc Québécois, devant la pancarte des engagements que le Bloc a pris pour la SPLI.

FINANCEMENT FÉDÉRAL EN ITINÉRANCE

Des engagements demandés

LA VOIX DE L'EST LE PLUS, 23 mars 2011

Comité Itinérance

Le comité s'est réuni à cinq reprises afin de travailler à la réalisation du projet l'AZimut. En début d'année, le comité a défini le projet et ses objectifs. D'un commun accord, il a été décidé que l'Auberge Sous Mon Toit serait le gestionnaire du projet. Des représentants du comité jeunesse de Vision 2015 ont été rencontrés. Le but était de s'assurer qu'il n'y avait pas de dédoublement dans les projets respectifs proposés par chacun; ce qui n'était pas le cas. Plusieurs rencontres ont aussi eu lieu avec un citoyen qui souhaitait développer un projet semblable à l'AZimut, il fut invité à se joindre au projet.

Le comité a ensuite procédé à la préparation de demandes de subvention à la Ville de Granby et au Fonds de développement régional (FDR) de la CRÉ Montérégie Est. Par la suite, des démarches ont été entreprises pour arrimer l'AZimut avec le Partage Notre Dame. Une rencontre conjointe a eu lieu en juin 2010 afin de pouvoir échanger sur les projets respectifs ainsi que sur les besoins financiers et matériels distincts. Des discussions se sont tenues sur la compatibilité des deux projets. Suite à quoi, les responsables ont décidé de collaborer afin de faciliter la mise en place de l'AZimut ainsi que la continuation du Partage.

En juin 2010, la Ville de Granby a accordé un financement à l'AZimut provenant de son programme triennal de financement pour les organismes communautaires. Par contre, le projet n'a pas reçu le financement du FDR. Il a franchi toutes les étapes, mais le Conseil des Maires ne l'a pas retenu ; budget disponible insuffisant. Le projet a été redéposé au mois de janvier 2011 et nous sommes en attente d'une réponse.

Durant toute l'année, des recherches ont eu lieu pour trouver un local correspondant aux besoins de l'AZimut et du Partage. Jusqu'à maintenant cette démarche n'a pas été fructueuse. En novembre 2010, le comité a décidé d'aller de l'avant et d'ouvrir l'AZimut au sous-sol de l'Église Notre Dame en attendant la relocalisation du Partage. Suite à une rencontre avec la Fabrique afin de valider cette possibilité, la planification de l'ouverture de la ressource dans ce lieu a débuté et un bureau est en construction sur les lieux.

Un comité de gestion a été mis sur pied, composé de l'Auberge Sous Mon Toit, la Maison Arc-en-ciel, l'Autre Versant, la travailleuse de milieu et le GASP. Celui-ci s'est réuni à sept reprises afin de voir à la réalisation des documents pour l'Azimut, tels que : le cadre général, le code d'éthique, le code de vie, le rôle des organismes et la description des tâches des personnes-ressources ainsi que de l'agent communautaire. L'Auberge a demandé et a obtenu une subvention salariale d'Emploi Québec pour l'agent communautaire. Le comité de gestion s'est chargé des entrevues et de l'embauche de l'employé ainsi que des suivis. Quelques membres du comité de gestion sont allés visiter la Chaudronnée à Sherbrooke, ce qui leur a permis de mieux connaître le fonctionnement d'une ressource semblable à ce que pourrait être l'AZimut et le Partage.

Entre les mois de décembre 2010 à mars 2011, les modalités du projet ont été déterminées et les travaux du comité de gestion ont été présentés au comité élargi. Huit organismes ont accepté de prêter un intervenant à raison de quelques heures par horaire de deux semaines, selon les disponibilités de chacun. Plusieurs organismes ont aussi manifesté leur intérêt à donner des ateliers qui auraient lieux en après-midi. Les thèmes seront déterminés selon les besoins qui émergeront et les disponibilités des organismes offrant des ateliers.

L'embauche de l'agent communautaire et l'ouverture officielle de l'Azimut sont prévus pour le mois d'avril 2011. Par la suite, le comité devra poursuivre la recherche de financement et continuer à suivre l'évolution du projet afin de s'assurer de son bon déroulement. L'AZimut est un bel exemple de concertation du milieu pour le bien-être des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale.

D'autre part, le Passant, soutenue par le GASP et le comité itinérance, a déposé une demande de financement au SACAIS. Quelques rencontres et échanges ont eu lieu afin de rédiger le projet dont l'objectif serait de réaliser une étude approfondie des besoins non comblés des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. Il serait complémentaire au travail de compilation de statistiques fait à l'AZimut. Nous sommes en attente de réponse pour ce projet.

Le comité a également approuvé la demande du Passant pour le dépôt de son projet dans le cadre du financement fédéral, la Stratégie de partenariats de lutte à l'itinérance (SPLI), régions éloignées. Un financement dont l'organisme bénéficie depuis plusieurs années. Le Passant a reçu la confirmation de l'obtention du financement quelques jours avant la fin de l'année financière.

Membres du Comité Itinérance

- Roxana Cledon, Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Yamaska
- Sylvain Dupont, Corporation de développement communautaire
- Mathieu Jean, Travailleur de rue, Maison des Jeunes de Waterloo, L'Exit
- Mario Le Blanc, Maison Arc-en-ciel
- Yves Longpré, Le Passant
- Catherine Lusson, Groupe Actions Solutions Pauvreté
- Sylvie Martin, Transition pour Elles
- Alain Massé, Auberge Sous Mon Toit
- Jacques Riendeau, L'Autre Versant
- Jennifer Roy, Entr'Elles
- Sarah Tremblay, Travailleuse de milieu, Maison des Jeunes de Granby, La Barak
- Marc Valence, Partage Notre Dame

Aide aux projets communautaires

GRANBY (MFL) — La Ville de Granby a récemment dévoilé quels organismes communautaires bénéficieront d'une aide financière dans le cadre des volets II et III de son « Programme de soutien financier aux organismes communautaires ».

Le volet II vise à soutenir des projets d'immobilisation pour les organismes. Neuf projets avaient été soumis, mais au terme d'une analyse, ceux des Cuisines collectives de la Montérégie (4491 $), du Passant (484 $) et d'Alternative en santé mentale L'Autre Versant (5000 $) ont été retenus.

Le volet III du programme, lui, consiste à soutenir des projets, qui répondent aux besoins du milieu, sur une période de trois ans. Au bout de cette période, l'organisme devra viser une pérennité et un financement autonome. Sept projets ont été présentés, mais deux seuls ont été sélectionnés.

La Dynamique des handicapées de Granby et région recevra un total de 14 720 $ au cours des trois prochaines années pour la production d'un répertoire de logements adaptés.

L'Auberge sous mon toit aura pour sa part droit à 45 000 $ durant la même période pour la mise sur pied du Café l'Azimut. Ce projet nécessitera l'embauche d'un intervenant pour la création d'un café-rencontre pour personnes en difficultés. Plusieurs organismes du milieu travailleront de concert pour la réalisation de ce projet.

LA VOIX DE L'EST, 30 juin 2010

Comité Logis-études

Ce comité s'est réuni à six reprises en plus d'avoir tenue de nombreuses rencontres spéciales avec différents acteurs impliqués dans le dossier (CPE, Ville de Granby, architecte, etc.). D'ailleurs, l'année a débuté par une rencontre avec Emploi Québec pour les informer de notre projet et examiner les arrimages possibles avec leur clientèle étudiante. Nous avons conclu qu'au moment de constituer un comité de sélection des locataires, Emploi Québec serait invité à participer en tant que partenaire du processus.

Au printemps 2010, le processus décisionnel pour la demande des places en garderie a été modifié par le Ministère de la Famille. Des partenaires régionaux seraient consultés et feraient la recommandation d'accorder des places ou non au Ministère. Cependant, nous sommes toujours en attente des modalités concrètes pour la distribution des places et aucune nouvelle place n'a été accordée depuis ce temps-là.

Par contre, cela n'a pas empêché le comité d'avancer sur ce dossier. La première étape consistait à déterminer les critères de sélection qui nous permettrait de trouver un nouveau partenaire responsable du développement des places en garderie. Une fois ces critères déterminés ; un appel d'offres a été lancé à tous les CPE de Granby. Le CPE Nez-à-Nez a déposé sa candidature et a été choisi comme partenaire au sein de notre projet. Le comité a examiné toutes les possibilités concernant les modalités de partenariat avec le CPE (propriétaire, copropriétaire, etc.) pour finalement se décider sur un bail emphytéotique. Nous avons décidé de réaliser une garderie de 60 places afin d'assurer la viabilité de l'installation.

En décembre 2010, un dossier volumineux contenant toutes les informations au sujet du projet «Logis-études» et faisant la demande de places en garderie a été déposé au Ministère de la Famille. Des copies conformes ont également été envoyées aux élus et aux directeurs de tous les partenaires concernés ; et ce, même si nous étions toujours en attente de connaître les modalités exactes de la distribution des places en garderie.

Plusieurs rencontres ont eu lieu avec l'architecte afin de l'aviser des nouvelles modalités (exigences du CPE, augmentation du nombre de places, ajout d'une salle communautaire). Afin de s'assurer de l'organisation optimale des lieux, plusieurs visites des installations du CPE ont eu lieu.

Toujours en décembre, des membres du comité ont visité à St-Jean-sur-Richelieu, le logement social pour mères monoparentales qui effectuent un retour aux études.

D'autre part, le projet a été déposé à la Société d'Habitation du Québec (SHQ) et à l'automne, les unités d'habitation ont été réservées. Un portrait socio-économique du projet a été réalisé afin de le joindre au dossier de la SHQ. Des publicités ont été faites dans les journaux locaux et des rencontres d'informations ont eu lieu, notamment au CRIF, afin d'obtenir une liste de 48 noms de locataires potentiels. Il reste à compléter quelques éléments comme les esquisses préliminaires des architectes et l'estimation des honoraires des professionnelles. Le dossier progresse mais il nous faudra la garantie des places en garderie avant l'acceptation finale de la SHQ.

Deux groupes de discussion (« focus group ») ont eu lieu avec des personnes étant sur la liste d'attente de l'OMH et qui étaient intéressées à retourner aux études ou qui étaient déjà aux études. Les conclusions de ces rencontres sont semblables aux précédentes, c'est-à-dire qu'elles démontrent que les difficultés financières empêchent les personnes de compléter leurs études. Pour les étudiants, les problèmes de transport, de garderie (accès et distance) et de logement (trop cher et insalubre) sont les problématiques les plus fréquemment rencontrées. Le manque d'informations claires et précises semblerait être la problématique la plus importante pour les personnes qui souhaiteraient retourner aux études.

Il s'est avéré difficile d'inclure des étudiants du Centre régional intégré de formation dans le processus décisionnel du projet. Par contre, une autre avenue a été explorée à cet effet; des étudiants en menuiserie pourraient fabriquer les modules de rangement pour la garderie. Cette possibilité sera à valider au moment de la construction de la bâtisse.

Nous espérons que le logement social sera prêt pour les locataires en 2012.

Membres du Comité Logis-études

- Louise Brodeur-Comeau, Ville de Granby
- Roxana Cledon, Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Yamaska
- Daniel Couture, Commission scolaire Val des cerfs à partir de mars 2011
- Guy Laflamme, Groupe de Ressources Techniques
- Sylvie Lafontaine, Office Municipal d'habitation Granby/Bromont
- Sylvie Larochelle, Bureau de François Bonnardel, député de Shefford
- Nathalie Lavallée, Centre de la Petite Enfance Nez-à-Nez
- Catherine Lusson, Groupe Actions Solutions Pauvreté
- Jean-Yves Matton, Commission scolaire Val des cerfs et ensuite pour le Cégep

LE CPE NEZ-À-NEZ DEMANDE 60 PLACES EN GARDERIE

Dans la foulée du projet logements-études destiné aux jeunes parents qui retournent aux études, le Groupe actions solutions pauvreté (GASP) et l'Office municipal d'habitation (OMH) ont besoin de 60 places en garderie. Une demande rédigée par le CPE Nez-à-Nez, chargé du volet garderie.

Ugo GIGUÈRE
ugo.giguere@monjournalexpress.com

Le projet de 24 logements doit voir le jour sur la rue Le Corbusier, face au Centre régional intégré de formation (CRIF). Si au départ on espérait lancer les travaux en 2011, il semble que le projet pourrait se concrétiser seulement au printemps 2012.

«On vise le printemps 2012. On pense qu'on a environ un an et demi de démarches encore avant d'être prêts pour la construction», mentionne Catherine Lusson, coordonnatrice du GASP.

Une première étape a déjà été franchie puisque les logements ont été réservés au programme Accès-logis de la Société d'habitation du Québec. «Ça ne garantit pas qu'on va avoir les subventions. On a six mois pour démontrer que notre projet avance. Comme on a besoin de places en garderie dans notre projet on fait la demande tout de suite au ministère de la Famille parce qu'on s'attend à ce qu'on nous pose la question», précise Mme Lusson.

Compte tenu de l'emplacement du futur immeuble à logements, c'est le CPE Soleil de Jeannot qui devait en faire partie. Cependant, son conseil d'administration a préféré ne pas embarquer. À la suite d'un appel de propositions, on a retenu la collaboration du CPE Nez-à-Nez qui exploite déjà deux emplacements à Granby.

En février 2009, la Ville de Granby s'est engagée à verser quelque 850 000 $ au projet.

L'EXPRESS, 8 décembre 2010

Avis de recherche

Nous recherchons des personnes pour la liste d'attente du projet logis-études qui sera réalisé d'ici 2012.

- Vous êtes aux études ou souhaitez retourner aux études?
- Vous avez un ou plusieurs enfants à charge?
- Vous êtes admissible à un logement subventionné?

Si vous remplissez ces critères, appelez le Groupe Actions Solutions Pauvreté au 450-378-0990. Nous ajouterons votre nom à notre liste de candidats potentiels.

LA VOIX DE L'EST, LE PLUS, 2 et 23 mars 2011
LA VOIX DE L'EST, 19 et 21 mars 2011

Comité Journée Internationale pour l'élimination de la pauvreté

Le comité pour l'organisation de la Journée Internationale pour l'élimination de la pauvreté s'est réuni à 11 reprises durant l'année, soit six rencontres régulières, une rencontre pour la sélection des récipiendaires du prix GASP et de la Mention spéciale, la conférence de presse, les deux journées de cuisine et une rencontre d'évaluation. Le comité s'est réuni à deux reprises pour l'organisation de l'activité du 17 octobre 2011.

Cette année, comme par le passé, les objectifs de l'activité étaient de sensibiliser la population à la situation de pauvreté en Haute-Yamaska, de proposer des solutions ainsi que de reconnaître ceux et celles qui se sont démarqués dans la lutte à la pauvreté. Comme la formule du souper de 2009 avait été bien appréciée, nous avons repris la même activité en y faisant quelques ajustements. Ainsi, nous avons décidé de réduire le nombre de soupers servis et de ne faire qu'un seul service. Ceci a permis aux personnes de socialiser et par la suite, de profiter de l'animation. Les Cuisines Collectives de la Montérégie (CCM) ont à nouveau accepté de nous accompagner dans la préparation du souper. Ils nous ont aidés à choisir le menu du souper, à calculer les coûts par portion, à préparer et à servir le repas en plus de nous prêter leur cuisine et leur matériel. Leur expertise nous a été d'une aide précieuse. Le comité, en compagnie de quelques bénévoles et de deux animatrices des CCM, a assuré la préparation du repas sur deux journées.

Près de 200 personnes ont profité du délicieux repas animé offert à 2$ par personne. Ce dernier fut servi par les élus suivants : les députés Robert Vincent et François Bonnardel ainsi que les maires de Waterloo, Roxton Pond, Shefford, Granby et la conseillère municipale, Mme Beauregard Dalpé de St-Joachim de Shefford. Cette activité fut une opportunité pour les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale de côtoyer les élus dans une ambiance conviviale. Des membres de la troupe de l'Atelier Théâtre ont, par la suite, présenté des sketchs sur les groupes d'achats, les Habitations Partagées et le bénévolat. Les CCM ont présenté leur organisme et la valeur nutritive du repas servi.

La soirée s'est terminée avec la remise du prix GASP et de la Mention spéciale. Mme Larouche a reçu le prix GASP en reconnaissance des nombreuses années qu'elle a dédié au Partage Notre Dame en tant que cuisinière. Mme Larouche a été bénévole au Partage pendant 14 années et le GASP a voulu souligner son dévouement incroyable qui a contribué à offrir un dîner à des milliers de personnes au coût de 1$. M. André Beauregard, d'Estrie Toyota, s'est vu remettre la Mention spéciale en reconnaissance de son soutien aux organismes de la région en 2009-2010. En particulier pour le don d'une maison à la Fondation Gérard Bossé. Durant l'année, le comité a multiplié les démarches pour obtenir des candidatures en diffusant l'information au sujet des prix dans les médias et les différents réseaux du territoire, entre autres.

Nous aimerions remercier chaleureusement nos partenaires qui ont participé à l'organisation et à la promotion de cette activité, soit : le bureau du député provincial de Shefford, la cafétéria de J.H. Leclerc, les Cuisines Collectives de la Montérégie, la Laiterie Chagnon, l'Atelier 19, l'Atelier Théâtre et la boulangerie artisanale Pain Pain. Nous remercions aussi le comité de sélection pour son implication dans le choix des récipiendaires des prix.

D'autre part, le comité a accompagné les travaux de réalisation pour le GUIDE d'animation suite à l'obtention du financement demandé à la CRÉ Montérégie Est. En avril 2010, nous avons participé à une conférence de presse ayant pour objet l'annonce de l'octroi du financement pour le «Coffre à outils» ainsi que d'autres projets sur le territoire. Durant l'année, le comité a travaillé sur le contenu du GUIDE, sa forme, la distribution de celui-ci ainsi que du lancement. La coordonnatrice a rencontré le Centre St-Pierre ainsi que l'infographiste chargé de la réalisation du GUIDE à plusieurs reprises. À l'été 2010, un article fut écrit et publié dans la revue Interaction

communautaire, revue qui est distribué à travers le Québec. Une présentation du GUIDE a eu lieu en février 2011 au rassemblement régional du RQIIAC à St-Hubert, devant une trentaine d'organisateurs communautaires de différents CSSS de la Montérégie. Le GUIDE sera complété d'ici peu et une conférence de presse sera organisé afin d'en informer toute la population.

Membres du Comité Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté

- Roxana Cledon, Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Yamaska
- Sylvain Dupont, Corporation de développement communautaire de la Haute-Yamaska
- Catherine Lusson, Groupe Actions Solutions Pauvreté
- Josée Stébenne, Entr'Elles

Membres du Comité de sélection Prix GASP/Mention spéciale

- Isabelle Brochu, Corporation de développement commercial et touristique de Granby
- Louise Brodeur-Comeau, conseillère municipale, Granby
- Roxana Cledon, Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Yamaska
- Sylvain Dupont, Corporation de développement communautaire de la Haute-Yamaska
- Josée Stébenne, Entr'Elles

BOÎTE À OUTILS

EN DENTS DE SI...

Catherine Lusson, *coordonnatrice du Groupe Actions Solutions Pauvreté (GASP), Roxana Cledon et Johanne Boisvert, organisatrices communautaires au CSSS de la Haute-Yamaska*

Le **Groupe Actions Solutions Pauvreté** (GASP) est une table de concertation intersectorielle qui a été incorporé en organisme à but non-lucratif en 2002 et dont le territoire est celui de la Haute-Yamaska. Cette Table compte présentement une trentaine de membres de tous milieux, que ce soit institutionnel, politique, pastorale ou communautaire. Le **GASP** s'est donné comme mandat de mettre en commun les forces de tous les partenaires dans la recherche d'actions et de solutions concrètes aux problèmes de pauvreté de notre communauté.

«En dents de si...»

Le Groupe Actions Solutions Pauvreté a réalisé, avec Canal Vox Granby, une série de deux émissions intitulées **«En dents de si»**. Ces émissions présentent l'histoire de personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale à travers leur témoignage. Dans ces émissions, des intervenants d'organismes variés ont aussi témoigné en expliquant le rôle et la nature de leurs interventions auprès des personnes qui vivent en situation de pauvreté.

Les quatre personnes interviewées représentent différents secteurs de la population : une personne handicapée, une jeune mère monoparentale, un jeune homme décrocheur avec un passé criminel et une personne immigrante. En faisant connaître leur parcours, nous cherchons à conscientiser le public à la présence des barrières structurelles qui entretiennent la pauvreté ainsi que des éléments facilitateurs pour les vaincre.

Un coffret d'animation pour les émissions

La qualité des témoignages, de même que la qualité du montage télévisuel, nous ont stimulé à doter ce DVD d'un outil d'animation permettant à des groupes une démarche de réflexion.

L'élaboration du DVD est née suite à des analyses réalisées en équipe. L'idée d'aller plus loin et de produire l'outil d'animation pour l'accompagner est liée au besoin d'avoir un impact plus large et à plus long terme. De cette façon, la réflexion sur les aspects liés à la pauvreté sera accessible à des citoyens de tous les âges. Nous désirons que ce type de réflexion ait un impact positif sur les attitudes des communautés face à l'utilisation des ressources ainsi que sur le développement du respect des autres peu importe leur situation.

Dans la série d'émissions, on retrouve le témoignage de deux hommes et deux femmes. Les animations tiendront compte de l'importance de se questionner sur les possibilités de créer une société qui offre, aussi, une égalité de possibilités aux femmes et aux hommes.

L'animation à la suite du visionnement du DVD vise à déclencher une réflexion et une discussion sur les enjeux qui retiennent les personnes en situation de pauvreté ainsi que sur les processus de marginalisation qui se produisent à l'intérieur des collectivités.

Elle amènera à une réflexion sur nos pratiques sociales et culturelles en lien avec la pauvreté ainsi qu'à une discussion sur l'interaction entre les aspects individuels, collectifs et structuraux qui contribuent à l'entretenir et la pérenniser.

En l'adaptant au groupe de participants, elle permettra aussi, de faire le lien entre la réflexion groupale et la mobilisation vers des actions concrètes dans les différents milieux.

L'objectif de cette démarche : contribuer à la construction d'une société plus inclusive.

N.B. Le DVD et le coffret à outils seront disponibles à l'automne 2010 au

Groupe Actions Solutions Pauvreté (GASP) gaspauvret@yahoo.ca 450 378-0990 →

32 INTERaction communautaire

84 ► ÉTÉ 2010

INTERaction communautaire, #84, été 2010

FONDS DE LA CRÉ

LA HAUTE-YAMASKA REÇOIT 98 000 $

Le Fonds de développement régional (FDR) de la Conférence régionale des élus (CRÉ) Montérégie Est a annoncé un soutien de 98 000 $ pour la réalisation de trois projets dans la MRC de la Haute-Yamaska.

Au total dans le secteur Montérégie-Est, 11 projets, totalisant un soutien financier de 318 000 $ qui sont soumis.

Les projets sélectionnés touchent des secteurs d'activités variés tels l'intégration, l'environnement, les communications, l'insertion, l'agroenvironnement, la lutte à la pauvreté, la faune et le bioalimentaire.

Les activités ou projets admissibles s'inscrivent dans les priorités de développement concertées de la région, tout en ayant un impact sur le développement de la région, ainsi que sur la création et le maintien de l'emploi. Les projets devaient également répondre aux principes du développement durable.

Les organismes incorporés à but non lucratif sont admissibles aux subventions, ainsi que les municipalités, les MRC, les organismes du secteur public et les coopératives ayant des activités similaires à celles d'un organisme à but non lucratif.

FERME HÉRITAGE MINER

Il s'agit d'un projet d'envergure qui permettra d'aménager, en collaboration avec la Ville de Granby un site éco-touristique enchanteur au cœur de la ville, alliant une ferme patrimoniale, des espaces muséaux et des sentiers au cœur d'une forêt centenaire. Les visiteurs de tous âges auront aussi accès à un coin de campagne vivant et animé à deux pas du centre-ville. Coût du projet: 221 000 $, demande financière: 50 000 $

«EN DENTS DE SI...»

Le projet consiste à créer un coffre à outils audio-visuels permettant de favoriser une réflexion sur les pratiques sociales et culturelles ainsi que sur l'interaction entre les aspects individuels, collectifs et structuraux autour de la lutte à la pauvreté. Cet outil sera accessible pour animer des rencontres de réflexion sur les aspects liés à la pauvreté auprès de personnes en formation, d'intervenants en santé et services sociaux, d'intervenants communautaires, des étudiants, etc.

L'objectif est de mieux comprendre la situation des personnes victimes de pauvreté et d'exclusion sociale, de même que la mobilisation vers des actions concrètes dans le milieu. Les services seront offerts à toute la MRC. Coût du projet: 11 400 $, demande financière: 8000 $

COMPLEXE MULTISERVICES À ST-JOACHIM

L'objectif du projet est de regrouper à la même enseigne un dépanneur avec bureau de poste, un restaurant de type familial ainsi qu'un poste d'essence libre-service. La construction de ce centre multiservices rallie les 220 membres de la coopérative qui souhaitent améliorer leur qualité de vie en comblant les besoins de services de proximité, tout en créant des emplois localement et en contribuant au développement socio-économique de leur municipalité de 1 200 personnes. Coût du projet: 1 020 000 $, demande financière: 57 500 $

L'EXPRESS, 28 avril 2010

Prix GASP

Depuis de nombreuses années, le Groupe Actions Solutions Pauvreté organise une activité pour souligner la Journée Internationale pour l'élimination de la pauvreté qui a lieu le 17 octobre. En 2006, le GASP a initié la remise de deux prix honorifiques, soit le prix GASP, pour souligner les actions d'un individu, et la Mention Spéciale pour relever les initiatives d'une collectivité. Ces prix veulent mettre en évidence les gestes posés pour lutter contre la pauvreté, que ce soit au plan économique, politique, communautaire ou autre... puisque la pauvreté a de multiples visages et que tous sommes concernés.

Ainsi, nous sollicitons votre aide afin de faire connaître à la population le travail d'un individu et d'une collectivité en matière de lutte à la pauvreté.

Critères pour la Mention spéciale pour une collectivité (entreprise, organisme, institution, syndicat ...) région de la Haute-Yamaska

- Action concrète réalisée en 2009-2010 qui contribue à améliorer les conditions de vie
- Sensibilisation auprès de la population
- Impact direct sur la population

Le récipiendaire reçoit la mention spéciale pour une durée d'un an et l'année suivante, elle est remise à un autre gagnant. Il y a donc transmission de la Mention spéciale.

En 2009, le prix GASP fut décerné à Colette Rendeau, qui en tant que présidente au comité consultatif des résidents de l'Office municipal d'habitation de Granby, s'implique activement à rehausser la qualité de vie des locataires. La Mention spéciale a été remise à Promutuel Valmont de Waterloo, une entreprise qui s'est démarquée en instaurant un programme de ristourne communautaire afin de réinvestir une part de ses profits dans le mieux-être de la collectivité. Ils ont contribué aux projets de plus d'une dizaine d'organismes au cours de l'année 2008.

Les formulaires sont disponibles au bureau du GASP soit par téléphone au 450 378-0990 ou par courriel au gasparvret@yahoo.ca

Les candidatures doivent être reçues au plus tard le 24 septembre 2010.

LA VOIX DE L'EST, LE PLUS, 25 août 2010

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PAUVRETÉ

Personne n'est à l'abri

Parce que la pauvreté et l'itinérance existent, même en région, le Groupe actions solutions pauvreté (GASP) organise deux événements le vendredi 15 octobre, afin de sensibiliser la population à ces réalités trop souvent oubliées. Le souper de saison, organisé dans le cadre de la Journée internationale de la pauvreté, sera suivi de la Nuit des sans-abri, alors que toute la population sera invitée à passer une nuit à la belle étoile.

■ Ariane Faribault
redaction@lvdelplus.qc.ca

Photo Daniel Fraser

Alain Massé, de l'Auberge sous mon toit, et Catherine Lusson, du Groupe actions solutions pauvreté (GASP), invitent la population à participer aux activités organisées dans le cadre de la Journée internationale de la pauvreté.

«C'est intéressant que ces deux activités aient lieu en même temps, parce qu'à la base de l'itinérance, il y a la pauvreté, mentionne Catherine Lusson, coordonnatrice du GASP. Toutes les personnes en situation de pauvreté sont à risque d'itinérance. Et il faut se rappeler qu'à Granby, près d'un quart de la population a un faible revenu.»

Le souper, qui aura lieu de 17 h à 19 h au sous-sol de La Ruche, a pour objectif à la fois de sensibiliser la population, de proposer des solutions et de reconnaître les efforts des personnes et des communautés qui travaillent à réduire la pauvreté. L'Atelier théâtre présentera d'ailleurs trois prestations sur ces thèmes. Le prix GASP, qui souligne les actions d'un individu dans la lutte à la pauvreté, et la Mention spéciale, qui souligne les initiatives d'une collectivité, seront remis lors de la soirée.

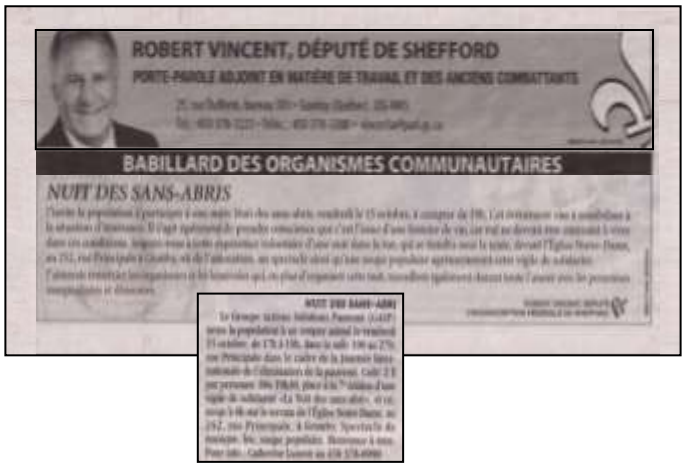
«Le souper, offert au coût de 2,5, sera cuisiné par des bénévoles des Cuisines collectives, avec des produits locaux, précise Mme Lusson. Nous voulons d'ailleurs essayer de démontrer que c'est possible de bien manger sans se ruiner. Nous espérons par ailleurs avoir une mixité de personnes et regrouper autant des élus, que des intervenants et des citoyens ordinaires.»

Après le repas, une veillée de solidarité est prévue toute la nuit devant l'église Notre-Dame sur la rue Principale, dans le cadre de la 7e Nuit des sans-abri, qui se déroule en même temps dans plus d'une vingtaine de villes au Québec. Les participants pourront se réchauffer autour d'un feu de camp et pourront demeurer éveillé grâce à l'animation sur le site.

«Cette activité de sensibilisation vise à rappeler à la population et aux décideurs qu'il y a des personnes qui vivent l'itinérance, même en région, indique Alain Massé, coordonnateur de l'Auberge sous mon toit. Quand on pense à un itinérant, on a souvent l'image d'un *robineux* couché sur un banc de parc à Montréal, mais ce n'est pas que ça. Ça touche des gens de tout âge et de toutes situations. Heureusement, la majorité de la population ne sera jamais confrontée à ça, mais il ne faut pas laisser de côté ceux qui le sont.»

La Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté est célébrée partout dans le monde depuis 1987. L'objectif est de donner une voix aux gens qui vivent dans la pauvreté.

LA VOIX DE L'EST, LE PLUS, 13 octobre 2010



ROBERT VINCENT, DÉPUTÉ DE SHEFFORD

PORTE-PAROLE ADJOINT EN MATIÈRE DE TRAVAIL ET DES ANCIENS COMBATTANTS

BABILLARD DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

NUIT DES SANS-ABRIS

L'EXPRESS, 13 octobre 2010

7e NUIT DES SANS-ABRI

LA DEMANDE D'HÉBERGEMENT EST EN FORTE HAUSSE

La Maison d'hébergement pour hommes en difficulté, Le Passant, a enregistré autant de refus en six mois que pour toute l'année dernière! Une sonnette d'alarme pour les intervenants du milieu communautaire qui profitent de la 7e Nuit des sans-abri, du 15 au 16 octobre, pour sensibiliser la population.

Yves Longpré, directeur du Passant, ne prend pas de détour pour présenter la réalité. Son organisme dispose de 17 lits et de quelques places de débordement. Depuis avril, on compte déjà près de 60 nuits de débordement!

Au cours de l'année 2009-2010, soit d'avril 2009 à mars 2010, le Passant a accueilli 513 individus, le temps de 474 séjours. Pour l'année en cours, soit d'avril à septembre, on compte 165 visiteurs pour 237 séjours.

Là où les chiffres sont plus alarmants, c'est au nombre des refus. L'an dernier, on a fermé la porte à 541 visiteurs, contre 324 au cours des six derniers mois!

La hausse importante du nombre de refus s'explique en partie par la longueur des séjours. Ceux-ci sont de plus en plus longs d'après les informations données par l'organisme. Autre particularité, la clientèle change. Ailleurs au Québec, on voit de plus en plus de femmes et même de familles complètes, une situation qu'on pourrait voir à Granby dans les prochaines années.

L'itinérance représente le dernier stade de tout ce qu'englobe le concept de sans-abri. Ces gens en difficulté sont de plus en plus nombreux à Granby.

NUIT DES SANS-ABRI

Les activités de la 7e édition grandeur de la Nuit des sans-abri, organisée par le Groupe actions solutions pauvreté (GASP), débute à 17h, le 15 octobre, avec le souper de la journée internationale de l'élimination de la pauvreté.

Pour 35 $, on offre un copieux repas, servi dans la salle 100 de l'Aréna. La facture au 279 rue Pete-

[illegible] cipale. Par la suite, on propose une animation par l'atelier théâtre et la remise du prix GASP, ainsi que de la mention spéciale.

À partir de 19h30, les gens sont invités à passer la nuit dehors. La ripe prendra fin à 6h, le 16 octobre.

Discuter autour du feu est l'une des activités proposées aux participants de la Nuit des sans-abri.

Au cours de la soirée et de la nuit, concert-[illegible], lecture de messages d'espoir, échanges sur l'itinérance, soupe populaire et déjeuner.

AZIMUT

L'Auberge Sous mon toit, affiliée au réseau des auberges du Cœur, en collaboration avec le Partage Notre-Dame, propose l'ouverture d'un nouveau centre d'accueil de nuit. «C'est à l'étape de soulagement, on [illegible] des réponses de financement et on cherche un endroit pour s'installer au centre-ville», affirme Alain Massé, directeur de l'auberge.

Ce nouveau service d'aide aux personnes en difficulté serait ouvert sous le nom l'Azimut. Grâce à la participation du Partage Notre-Dame, on pourrait y offrir des repas. Pour sa part, l'Auberge Sous mon toit serait en charge du soutien et de l'orientation des visiteurs vers les ressources disponibles.

L'EXPRESS, 13 octobre 2010

Les cuisiniers à l'œuvre, 15 octobre 2010

Les élus au service, 15 octobre 2010

ACTIVITÉ DE SENSIBILISATION

Dure nuit pour les sans-abri

ARIANE FARIBAULT

ariane.faribault@lavoixdelest.qc.ca

GRANBY — Les gens qui ont participé à la Nuit des sans-abri, qui s'est déroulée de vendredi à samedi, ont découvert à la dure la réalité des itinérants. Le vent et la pluie ont joué les trouble-fêtes, empêchant même l'installation du chapiteau qui devait abriter les participants.

Alain Massé

« Ça s'est bien passé, même si la température était vraiment très difficile, indique Alain Massé, directeur de l'Auberge sous mon toit et organisateur de l'événement. En octobre, on s'attend toujours à une température plutôt froide, mais là, le vent et la pluie se sont mis de la partie. Nous n'avons pas pu installer le chapiteau à cause des forts vents, alors nous avons déplacé les activités et l'animation dans la grande remorque. Nous n'avons même pas pu partir le feu. C'est certain que ce n'est pas tout le monde qui a envie de venir dans ces conditions, mais quelqu'un qui vit une situation d'itinérance ne choisit pas la météo, alors ça représente bien la réalité. »

Malgré tout, une vingtaine de braves ont passé toute la nuit sur place. Parmi eux, deux personnes qui vivent l'itinérance. « Nous avions deux personnes qui vivent dans des abris de fortune qui sont venues, précise M. Massé. Au moins, ils ont eu un petit abri et de la nourriture pour cette nuit-là. Et ils ont pu partager leur réalité en discutant avec les autres personnes sur place. Ils ont été très gentils, ils nous ont même aidés à ramasser les choses à la fin de la nuit. »

Même si peu de participants sont demeurés toute la nuit, plus de 150 personnes sont venues sur le site durant l'activité. « L'objectif premier était la sensibilisation, alors il a certainement été atteint, mentionne M. Massé. Il y avait un souper avant au sous-sol de la Ruche et la salle était pleine. Alors, je pense que l'on peut dire que ça a été un succès sur toute la ligne. »

LA VOIX DE L'EST, 18 octobre 2010

Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté

GRANBY — Près de 200 personnes ont participé au repas offert à 2 $ récemment dans le cadre de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté organisée par le Groupe actions solutions pauvreté (GASP). Les députés Robert Vincent et François Bonnardel étaient présents à l'événement tout comme les maires de Waterloo, Roxton Pond, Sheffford et Granby. La conseillère Mme Beauregard Dalpé, de Saint-Joachim-de-Sheffford, était aussi présente pour l'occasion. Les élus ont servi le repas aux nombreuses personnes présentes. Cette activité est une opportunité unique pour les gens en situation de pauvreté et d'exclusion sociale de côtoyer les élus dans une ambiance conviviale. Aussi, plus de 150 personnes ont bravé la pluie, le vent et le froid pour participer à la Nuit des sans-abri qui se tenait après le souper, et ce, jusqu'à 6 h du lendemain matin. Au cours du souper, deux prix ont été remis pour la journée internationale pour l'élimination de la pauvreté.

Sur la première photo : Yvette Larouche est accompagnée de Serge Pelletier, curé de l'église Notre-Dame de Waterloo. Mme Larouche a reçu le prix GASP en reconnaissance des nombreuses années qu'elle a dédiées au Partage Notre-Dame en tant que cuisinière. Mme Larouche a été bénévole au Partage pendant 14 ans. Le GASP a voulu souligner son dévouement qui a permis d'offrir un dîner à 1 $ à des milliers de personnes.

Sur la deuxième photo, André Beauregard d'Entre Toyota reçoit la mention spéciale des mains de M. Paquette, de Promutuel Valmont (récipiendaire de 2009). Entre Toyota a reçu cette mention en reconnaissance de son soutien aux organismes de la région en 2009-2010 ; en particulier pour le don d'une maison à la Fondation Gérard-Bossé. Le GASP souligne l'originalité du geste gratuit posé par Entre Toyota, qui invite ainsi les gens d'entreprise à donner au suivant.

Yvette Larouche et le curé Serge Pelletier

André Beauregard et M. Paquette.

LA VOIX DE L'EST, LE PLUS, 27 octobre 2010

GASP: UN HONNEUR POUR ANDRÉ BEAUREGARD ET YVETTE LAROUCHE

André Beauregard a reçu la «Mention spéciale» des mains de Martin Paquette, récipiendaire de ce prix, l'an dernier.

Yvette Larouche en compagnie du curé de l'église Notre-Dame, Serge Pelletier.

Le Groupe Actions Solutions Pauvreté (GASP) a rendu hommage à André Beauregard et Yvette Larouche à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté et de la Nuit des sans-abri, vendredi dernier.

La rédaction

Yvette Larouche a reçu le prix «GASP» en reconnaissance pour son implication au Partage Notre-Dame, de Granby, durant 14 ans. Le GASP a voulu souligner le dévouement de cette bénévole qui a offert un dîner à des milliers de personnes au coût de 1 $.

Quant à André Beauregard, il a eu la mention la «Mention spéciale» pour son soutien aux organismes de la région en 2009-2010. Le propriétaire d'Entre Toyota a notamment fait don d'une maison à la Fondation Gérard-Bossé.

Sur l'heure de souper, près de 200 convives ont savouré un délicieux repas offert à 2 $. Les députés Robert Vincent et François Bonnardel sont que plusieurs élus locaux se sont faits un plaisir de servir les repas.

Malgré le déluge de pluie et le temps froid, plus de 150 personnes ont participé à la Nuit des sans-abri au sévère de l'église Notre-Dame.

L'EXPRESS, 20 octobre 2010

Comité Nuit des sans-abri

Ce comité s'est réuni à cinq reprises durant l'année afin de planifier l'organisation de la Nuit des sans-abri. Le comité a aussi participé à trois rencontres du comité National. Une conférence de presse a eu lieu en octobre 2010 conjointement avec le comité de la Journée Internationale pour l'élimination de la pauvreté. Comme nouveauté cette année, nous avons produit des tracts uniques à la Nuit de Granby. Ceux-ci ont été très appréciés et ont contribué à faire connaître la Nuit à un plus grand nombre de personnes.

Le vendredi 15 octobre 2010, plus de 150 personnes ont bravé la pluie, le vent et le froid pour participer à la 7e édition de la Nuit des sans-abri à Granby. L'événement avait lieu devant l'église Notre-Dame située au centre-ville. Les Scouts de Granby ont tenté d'installer leur tente mais, avec le vent qui soufflait cela était impossible. Les personnes se sont donc rendues dans la remorque de 48 pieds prêtée par M. François St-Onge de Ste-Cécile-de-Milton. Malgré le mauvais temps, les vents puissants, l'absence de chapiteau et l'impossibilité de faire un feu, la Nuit s'est très bien passée. La remorque fut très utile et tous les membres du comité ont remarqué l'ambiance chaleureuse qui y régnait. Par contre, comme il n'y avait pas de feu à l'extérieur certaines personnes ont cru que la Nuit était annulée.

Nous avons remis à chaque personne sur le site une épinglette en laine fabriqué par l'Atelier des Anges. La soirée s'est déroulée avec la lecture de messages d'espoir et de lettres en provenance d'autres villes; des discussions et des échanges sur l'itinérance. Comme le groupe les Hellbillys' n'était pas disponible cette année, nous avons du effectuer des recherches pour trouver d'autres musiciens. Le Louis Swing Band a offert une prestation très appréciée ainsi qu'un groupe de musique de la Maison des Jeunes de Granby qui était très fier de participer à l'activité aussi.

Une soupe populaire cuisinée par l'Auberge Sous Mon Toit a été servie vers 1h du matin. Le comité en profita pour distribuer des foulards et des gants chauds. Tout au long de la nuit, des jeunes et des moins jeunes ont défilé sur le site de l'Église Notre-Dame et ont démontré leur solidarité. Un déjeuner a été servi vers 4h du matin, cette formule sera certainement à répéter l'an prochain. Plusieurs sont restés jusqu'à la fin de la vigile à 6h le lendemain matin.

Nous aimerions remercier chaleureusement nos partenaires soit : l'Atelier des Anges, M. François St-Onge, la Ville de Granby et la paroisse Notre-Dame.

Le comité s'est réuni en mars 2011 afin de débuter la planification de l'activité qui aura lieu le 21 octobre 2011. L'objectif de cette année sera encore de sensibiliser le plus de monde possible. L'activité aura lieu plusieurs jours après l'activité de la Journée Internationale de l'élimination de la pauvreté, ce qui facilitera son organisation. Une implication plus grande de notre comité dans celui du National sera nécessaire puisque celui-ci vit une réorganisation due à un changement de responsable. Il est possible que Granby reçoive la visite du Cirque pour la Nuit des sans-abri 2011.

Membres du Comité Nuit des sans-abri

- Steve Bouthillier, Le Passant
- Mathieu Jean, Travailleur de rue, L'Exit, Maison des jeunes de Waterloo
- Catherine Lusson, Groupe Actions Solutions Pauvreté
- Sylvie Martin, Transition pour elles
- Alain Massé, Auberge sous mon toit
- Josée Stebenne, Entr'Elles
- Sarah Tremblay, Travailleuse de milieu, La Barak, Maison des jeunes de Granby

Voir coupures de presse du comité précédent.

Comité Sécurité Alimentaire

Le comité sécurité alimentaire s'est réuni à sept reprises durant l'année. Plusieurs dossiers ont été traités en plus d'effectuer des suivis des projets subventionnés par la Direction de la santé publique (DSP). Ces projets, notamment les groupes d'achats (Centre d'action bénévole de Granby), la Graine à l'Assiette (l'Exit de Waterloo), les cuisines collectives pour un groupe de travailleurs (Cuisines Collectives de la Montérégie), les Jeunes Cuistots (Centre d'action bénévole de Waterloo), les Jardins communautaires (S.O.S Dépannage Moisson Granby) et le soutien à la concertation (GASP); se déroulent bien.

Le comité a débuté l'année en réactualisant le plan d'action. Pour différentes raisons, le comité n'a pas pu continuer l'échange débuté avec la Commission scolaire Val des cerfs (CSVDC) et a mis fin à ce dossier. Nous avons, par contre, étudié le fonctionnement des Clubs des Petits Déjeuners ce qui nous a permis de réfléchir au moyen d'entamer un dialogue sur la sécurité alimentaire de manière plus large avec différents acteurs de la région. L'objectif est de faire connaître la problématique de la sécurité alimentaire et l'importance de soutenir des alternatives qui redonnent l'autonomie aux personnes pour mieux se nourrir elles-mêmes.

Par ailleurs, le comité a finalisé le site web et réalisé le nouveau dépliant du GASP (rencontre avec l'infographiste, préparation du contenu, correction, validation et impression). Le tout financé par un budget non récurrent provenant de la DSP. Nous avons aussi réalisé le projet «J'ai faim, je mange» (recherche du slogan, travail avec l'infographiste pour le logo et choix du support : une tasse à café). Le dépliant décrivant plus en détail les services en sécurité alimentaire a aussi été conçu. En novembre 2010, le comité a présenté les outils promotionnels lors d'une conférence de presse qui a attiré de nombreuses personnes. Par la suite, les outils ont été distribués sur le territoire. En février 2011, milles tasses et dépliants ont été réalisées et distribuées grâce à un autre financement non récurrent de la DSP. D'autre part, le comité a choisi de remettre la balance de ce financement au Partage Notre Dame. Cet organisme participe maintenant au comité.

L'autre projet du comité a été la réalisation du jeu de cartes. Tout d'abord, nous avons réévalué auprès de l'infographiste et de l'imprimeur les soumissions déposées pour la subvention. L'augmentation des coûts d'impression a fait en sorte que nous avons pu imprimer 3000 jeux de cartes à la place des 5000 prévus à l'origine. Une présentation du projet a été faite en mai 2010 à la Table de concertation des aînés. Des aînés ont participé à des groupes de discussion pour réviser les phrases du jeu de cartes. Celles-ci ont aussi été revues par le comité et des nutritionnistes. Durant l'été 2010, l'infographiste a modifié les phrases de manière à les harmoniser et les rendre plus intéressantes. Il a réalisé les dessins originaux pour les 52 cartes. À partir de l'automne 2010, nous avons validé les dessins et les phrases, proposé de nouvelles phrases et travaillé sur le concept des jokers et l'endos des cartes.

Une animation type a été conçue et un quiz a été créé; le tout basé sur les informations contenues dans les 52 cartes. Une fois le jeu imprimé; deux animations ont eu lieu dans des HLM avec la collaboration de la responsable du soutien communautaire pour les personnes âgées. Des animations dans des écoles de Granby et de Waterloo seront présentées par des aînés qui ont participé aux groupes de discussion. D'autres animations dans divers lieux sont à prévoir.

Le comité devra compléter l'organisation du lancement du jeu de cartes prévu pour mai 2011 et élaborer la stratégie de distribution de celui-ci sur le territoire.

Membres du Comité Sécurité Alimentaire

- Josée Archambault, Centre d'action bénévole de Waterloo
- Roxana Cledon, Centre de santé et de services sociaux Haute-Yamaska
- Mélissa Demers, Norman Dunn, S.O.S Dépannage Moisson Granby
- Mylène Gagnon, Cuisines Collectives de la Montérégie
- Caroline Gosselin, Ferme Héritage Miner (jusqu'en janvier 2010)
- Catherine Lusson, Groupe Actions Solutions Pauvreté
- Nathalie Roberge, Centre d'action bénévole de Granby
- Daniel Rondeau, L'Exit, Maison des Jeunes de Waterloo
- Monique Thiboutot, Partage Notre Dame

GROUPE ACTIONS SOLUTIONS PAUVRETÉ

DES OUTILS PROMOTIONNELS POUR MANGER À SA FAIM

Pour sa campagne promotionnelle, le comité de sécurité alimentaire et le GASP lancent plusieurs outils, dont une tasse à café «J'ai faim, je mange!».

L'EXPRESS, 10 novembre 2010

GROUPE ACTIONS SOLUTIONS PAUVRETÉ

Des outils pour mieux se nourrir

La pauvreté est bien souvent un facteur déterminant dans la qualité et la quantité des repas qu'une personne peut se permettre. Afin de lutter contre la précarité alimentaire, le Groupe Actions Solutions Pauvreté (GASP) a présenté mardi divers outils pour faire connaître les ressources alternatives qui existent pour aider les gens dans le besoin.

Marie-Ève Lambert

redaction@lleldelaplus.qc.ca

«Et ces gens dans le besoin, ce ne sont pas nécessairement des gens qui reçoivent de l'aide du gouvernement, indique Catherine Lusson du GASP. Ça peut aussi être des personnes ou des familles qui ont de la difficulté à arriver.»

Pour eux, six organismes de la région se sont regroupés pour former une table de concertation : le Centre d'action bénévole de Granby, le Centre d'action bénévole de Waterloo, les Cuisines collectives de la Montérégie, la Ferme Héritage Miner, la Maison des jeunes l'Exit de Waterloo et S.O.S. Dépannage Moisson Granby.

«Mais on se rend compte que les gens méconnaissent les ressources qui leur sont offertes», signale Nathalie Roberge, du Centre d'action bénévole.

Afin de pallier ce manque d'information, le GASP s'est doté de trois outils pour promouvoir ses services : un site internet, un dépliant et une tasse à l'effigie de l'organisme.

«Une tasse, c'est un outil que tout le monde possède. C'est convivial et ça rime bien souvent avec 'café', un breuvage chaleureux», soutient Mme Roberge.

En plus du logo, les noms et numéros de téléphone de toutes les alternatives figurent sur la tasse. «C'est donc facile de les repérer. Pas besoin de chercher», mentionne la dame.

Pour l'instant, elles ne seront distribuées que dans les organismes communautaires venant en aide aux personnes aux prises avec différents problèmes, mais il est possible d'en réserver puisqu'une deuxième commande arrivera en février pour toute la population.

Chaque tasse vient avec le dépliant du GASP, qui élabore un peu plus sur la mission de celui-ci et donne de plus amples informations sur chaque organisme, tout comme le fait également le site internet www.gasphy.net.

PHOTO JANICK MARSIL

«On se rend compte que les gens méconnaissent les ressources qui leur sont offertes», signale Nathalie Roberge, du Centre d'action bénévole de Granby.

Mentionnons pour terminer que le Groupe Actions Solutions Pauvreté a profité de l'occasion, mardi, pour annoncer son appui financier au Partage Notre-Dame, qui sert plus d'une centaine de repas complets pour 1 $ tous les jours de la semaine.

LA VOIX DE L'EST, LE PLUS, 3 novembre 2010

Groupe Actions Logement-Habitation (GAL-H)

Le GAL-H s'est réuni à six reprises cette année. Les travaux du comité ont débuté par une réactualisation du plan d'action. Par la suite, en suivi de l'objectif sur le code du logement; le comité a reçu la visite de Mme Beaudry, inspectrice en hygiène et salubrité à la Ville de Granby. Elle nous a fait part de la réglementation existante et du processus de traitement des plaintes concernant l'hygiène et la salubrité que ce soit de la part d'un locataire ou d'un propriétaire.

Le comité a appuyé la mise en place du projet de répertoire de logements adaptés à Granby par la Dynamique des Handicapés et région (DHGR). Du financement a été obtenue de la Ville de Granby et de Ville Amie des Aînés (VADA). La DHGR a entamé les démarches en vue de la réalisation du projet pour 2011-2012, en débutant par l'embauche d'une employée à l'automne 2010.

Le comité a entrepris des démarches avec des représentants de la Ville de Granby afin de les sensibiliser à réserver (sans possibilité de les monnayer) dans chaque développement domiciliaire un minimum de 10% de terrains verts. Nous souhaitons étudier la possibilité de modifier le règlement de lotissement, ce qui faciliterait la réalisation de cet objectif. Nous poursuivrons les démarches à ce sujet durant l'année à venir.

Le comité a suivi le développement du projet des appartements avec services pour les personnes de 75 ans et plus. Ceux-ci sont présentement en construction et les locataires devraient pouvoir emménager dans leurs appartements au printemps 2011. Ce projet, administré par l'Office municipal d'habitation (OMH), démontre une belle collaboration entre divers organismes de la région et plus particulièrement avec le Centre de Santé et de Services Sociaux de la Haute-Yamaska (CSSS).

Le comité a également accompagné le projet logis-études dont il est question ailleurs dans ce rapport.

Le GAL-H a soutenu le comité du Pavillon Gévry-Lussier dans ses démarches pour la réalisation d'un projet de logement social à Ste-Cécile-de-Milton. Ce projet a franchit toutes les étapes et est maintenant en construction. Les premiers locataires devraient pouvoir emménager en mai 2011. Le comité souhaite faire de Ste-Cécile un exemple de logement social en milieu rurale où généralement ce type de logement est impossible à rentabiliser. Les pressions politiques ont donné fruit et la Société d'habitation du Québec a accepté d'assouplir ses exigences exceptionnellement pour ce projet. Si nous faisons connaître ce projet, cela pourrait encourager d'autres municipalités rurales à se mobiliser pour la construction de logements sociaux.

Suite à une demande du GAL-H, la Ville de Granby a réservé un terrain pour le développement de logements abordables aux Terres Miner dont le mandat de réalisation a été donné à l'OMH. Le conseil d'administration de l'OMH a établi que ce sera un développement de typologie diversifiée (3 et ½; 4 et ½ ; et 5 et ½) du programme *Accès-logis*. Le comité a été consulté au sujet de la clientèle qui serait la plus susceptible de bénéficier de logements sociaux situés dans ce secteur particulier. Dans cette optique, nous avons exploré la possibilité de favoriser les personnes avec des problématiques en santé mentale. Nous avons invité des organismes en santé mentale au comité afin de mieux connaître les besoins de ces personnes. Le comité est encore en réflexion à ce sujet.

La réalisation de logements sociaux demeure une priorité pour le GAL-H mais vu les investissements important en temps et en argent que cela requière ainsi que les délais de réalisation, seul un projet de logement est construit aux deux ans. D'autre part, le travail de sensibilisation de l'importance de construire des logements sociaux auprès de la municipalité de Granby est moindre étant donné leur ouverture à en réaliser. Ainsi, au cours de l'année à venir, le

comité souhaite explorer d'autres moyens d'améliorer l'accessibilité à l'habitation tels qu'Habitat pour l'humanité et les appartements supervisés, entre autres.

Membres du Groupe Actions Logement-Habitation (GAL-H)

- Martine Bédard, Dynamique des handicapés de Granby et région
- Luce S. Bérard, Association Femmes d'éducation et d'action sociale Richelieu Yamaska
- Roxana Cledon, Centre de santé et de services sociaux Haute-Yamaska
- Lucille Dignard, Association canadienne de la Sclérose en Plaques, section Granby
- Sonya Évraire, Habitations Partagées de la Haute-Yamaska
- Gérard Gévry, Pavillon Gévry-Lussier
- Sylvie Lafontaine, Office Municipal d'Habitation Granby/Bromont
- Catherine Lusson, Groupe Actions Solutions Pauvreté
- Hélène Plourde, Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est
- Nathalie Roberge, Centre d'action bénévole de Granby

PACTE RURAL

Six projets retenus en Haute-Yamaska

ISABEL AUTHIER

GRANBY — Les milieux sociaux, environnementaux et touristiques recevront un coup de pouce du Pacte rural en Haute-Yamaska en 2010. Six projets se partageront un offre une enveloppe de 265 205 $.

Le Centre de soutien au revenu familial aura droit à une aide de 40 612 $ pour implanter à Waterloo la halte-répit Cœur Âge, qui accueillera, à raison de deux demi-journées par semaine, des personnes en perte d'autonomie. Ce projet d'une valeur de plus de 70 000 $ permettra ainsi aux aidants naturels de profiter d'une pause bien méritée.

À Sainte-Cécile-de-Milton, le Pavillon Gévry-Lussier pourra compter sur 60 000 $ pour la construction d'une résidence de 12 logements à l'intention des personnes de 55 ans et plus.

De son côté, Tourisme Waterloo recevra 45 000 $ pour réaménager son vélo-parc et le rendre plus dynamique. Un bureau associant d'information touristique y sera notamment installé.

Une île artificielle des rives Bleues sera mise en valeur à Roxton Pond, où un aménagement un parc permettant leur observation et l'accès public au lac. Pour ce faire, la municipalité obtiendra 60 000 $ du Pacte rural sur un projet de 597 000 $.

À Saint-Joachim-de-Shefford, on souhaite développer une expertise dans le domaine des produits forestiers non ligneux, à l'aide de pépinières, poinçonneuses et cueilloires, entre autres. Le Pacte rural remettra 60 000 $ pour ce projet évalué à près de 105 000 $.

Finalement, le canton de Sheffford pourra procéder à l'inventaire des plantes médicinales qui poussent dans le secteur du réservoir Gaston, où un sentiers animaux un parc écologique. La municipalité profitera d'une contribution de 1 500 $ sur un total de 3 000 $.

Retombées

« On confirme aujourd'hui l'apport du Pacte rural à des organismes qui font une différence dans la vie des gens », a déclaré le préfet de la Haute-Yamaska, Pascal Russell, en soulignant « qu'il y a toujours plus de projets que d'argent disponible ».

Les projets annoncés font devenant générer des retombées totales de 1 872 000 $ dans la communauté.

Ceux-ci ont été retenus parmi les 19 données présentés sur le territoire couvert par les municipalités de Roxton Pond, Saint-Alphonse, Sainte-Cécile-de-Milton, Saint-Joachim-de-Shefford, Sheffford, Warden et Waterloo.

Des offerts supplémentaires ont été faite cette année pour faire connaître davantage le programme du Pacte rural et aider les organismes à s'y inscrire. L'embauche d'un conseiller au développement de la ruralité au CLD Haute-Yamaska, Samuel Gosselin, fait partie de ces actions. « Je me m'attendais pas à ce qu'il y ait autant de projets déposés. Malheureusement, plusieurs ont dû être refusés », a dit M. Gosselin.

Pourquoi en avoir seulement retenu six ? « On avait des critères à respecter, mais ceux qui ont été choisis étaient les projets les plus intéressants. »

Le CLD vérifie la pertinence des présentations qu'il reçoit déjà le prochain appel de projets du Pacte rural, qui se terminera le 30 février 2011. Samuel Gosselin invite les promoteurs à le joindre au CLD pour en savoir plus.

Le programme devrait s'appliquer jusqu'en 2014, à raison de 265 000 $ par année en Haute-Yamaska.

Le conseiller au développement de la ruralité au CLD Haute-Yamaska, Samuel Gosselin, a fait l'annonce des récipiendaires, hier

LA VOIX DE L'EST, 1er mai 2010

LE PACTE RURAL DISTRIBUE 265 205 $ À DES PROJETS

Sur la photo, au retrouve, à l'avant, Lys Ouellet, Gérard Gévry et Roxanne Tardif. À l'arrière, nous reconnaissons Samuel Gosselin, conseiller au développement rural au CLD Haute-Yamaska, Guy Coulombe, directeur général du CLD Haute-Yamaska, ainsi que Pascal Russell, préfet de la MRC, président du CLD Haute-Yamaska et maire de Waterloo.

Dans le cadre de l'enveloppe du Pacte rural de la Haute-Yamaska, six projets de la MRC du même nom se sont vu remettre, le 30 avril dernier, des enveloppes totalisant un investissement de 265 205 $.

Stéphanie Mac Farlane

L'a Centre de soutien au revenu familial (CSRF) s'est vu remettre une somme de 40 612 $ afin d'implanter un service dédié aux aidants naturels à Waterloo. Ce centre permettra aussi l'introduction de nouveaux emplois et de services de proximité.

Une enveloppe de 45 055,61 $ permettra l'aménagement d'un vélo-parc qui sera aménagé à Waterloo, un carrefour des pistes cyclables afin de maximiser l'attrait de la municipalité auprès des touristes.

Le Centre de Sheffford a, quant à lui, reçu un montant de 1 500 $ afin de procéder à une inventaire des plantes médicinales qui sont présentes dans le secteur du réservoir du lac Gaston.

De son côté, la municipalité de Roxton Pond a reçu une enveloppe de 60 000 $ afin d'aménager un parc de l'ile Bleuette. L'aménagement de ce espace permettra l'interprétation et l'observation des oiseaux et plus de rendre public l'accès au lac Roxton.

Une autre enveloppe de 60 000 $ a été allouée au territoire de Sainte-Cécile-de-Milton afin d'y construire une résidence de 12 logements à caractère social et communautaire. Le projet, nommé, Pavillon Gévry-Lussier, sera destiné aux personnes de 55 ans et plus et empêchera le décaractérisation de la population.

Finalement, grâce à une aide de 60 000 $, Saint-Joachim-de-Shefford pourra mettre sur pied une pépinière collective. Cette dernière soutiendra le développement de l'expertise et l'accessibilité aux cultivars des produits forestiers non ligneux.

Soulignons qu'entre 2012 et 2014, le Pacte rural compte investir 291 500 $ annuellement pour des projets.

L'EXPRESS, 12 mai 2010

PAS DE SANS-LOGIS À GRANBY?

À l'approche du 1er juillet, aucun indice, jusqu'à ce jour, ne laisse croire qu'une ou plusieurs familles de Granby pourraient se retrouver sans toit au lendemain du festival des déménagements.

Stéphanie Mac Farlane

(collaboration spéciale)

En effet, Sylvie Lafontaine, directrice générale de l'Office municipal d'habitation de Granby (OMH), affirme que rien ne laisse croire, que cette année, des gens aient besoin de mesure d'aide spéciale. «Quand on prévoit un besoin, on fournit ces mesures et si des gens demandaient de l'aide, on irait de l'avant», continue-t-elle. Des exemples de modalités prises en cas de besoin? «Principalement, des mesures d'hébergement à court terme comme la location de chambres d'hôtel et l'aide de la Croix-Rouge», dit Mme Lafontaine.

Il y a quelques années, lorsque la crise du logement avait frappé de plein fouet le Québec, il semble que Granby ne soit sauvé de ce triste épisode. «Si je me souviens bien, nous avons appliqué des modalités d'aide que pour une famille», se rappelle la dg.

LOGEMENTS SOCIAUX

Granby compte actuellement 367 logements destinés aux ménages à faible revenu tandis qu'à Bromont, il y en a 71. «Cependant, ces statistiques n'incluent pas les logements des coopératives d'habitation», spécifie Mme Lafontaine.

Le nombre de logements sociaux dans une communauté dépend de la volonté politique du milieu et de la mobilisation. «Vingt-quatre logements ont été construits en 2008. Dix-huit seront construits cette année et 24 sont prévus pour 2012. Nous continuons de faire des demandes. Il n'y aura jamais assez de logements sociaux», poursuit la directrice générale.

L'EXPRESS, 23 juin 2010

LOGEMENTS SOCIAUX À SAINTE-CÉCILE-DE-MILTON

Les travaux s'amorceront sous peu

CYNTHIA ST-HILAIRE

Le président du conseil d'administration du pavillon Gérry-Lussier, Gérard Gérry, s'attend à ce que la construction des logements sociaux débute en août.

LA VOIX DE L'EST, 26 juin 2010

LOGEMENTS SOCIAUX RUE DRUMMOND À GRANBY

L'agrandissement prévu cet été

MARIE-FRANCE LÉTOURNEAU

Les travaux d'agrandissement du 108 rue Drummond à Granby, sous l'égide de 48 nouveaux logements sociaux, devraient être bientôt en août, selon la directrice de l'Office municipal d'habitation de Granby, Sylvie Lafontaine.

L'EXPRESS, 23 juin 2010

LA VOIX DE L'EST, 13 mai 2010

LOGEMENTS À GRANBY

LE TAUX D'INOCCUPATION ET LES PRIX SONT EN HAUSSE CETTE ANNÉE

Selon le dernier rapport sur le marché locatif de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), publié le 15 juin dernier, le taux d'inoccupation des logements à Granby est en hausse, signe que le marché se détend, selon Francis Cortellino, analyste principal de marché pour la SCHL.

Stéphanie Mac Farlane

(collaboration spéciale)

À Granby, le taux d'inoccupation a augmenté de 1,1% laissant ainsi plus de choix aux personnes qui sont à la recherche d'un nouveau toit.

Lorsque le taux d'inoccupation est plus haut, cela signifie que le locataire a plus de choix et donc, «que le marché est moins serré», indique-t-il. D'après le document, à Granby, le taux d'inoccupation est passé de 1,5 % en 2009, à 2,6 % cette année.

À cet effet, quelques facteurs peuvent expliquer cette hausse de 1,1 %. «Au cours des derniers mois, on a vu les taux d'hypothèques beaucoup plus bas tandis que le marché de la revente a fortement augmenté. Certains locataires sont donc devenus propriétaires de maison et cela a laissé des appartements vacants», ajoute M. Cortellino.

De plus, ce dernier fait état que plusieurs nouveaux logements ont été construits. L'offre a donc augmenté.

COÛT

Le rapport de la SCHL indique que, dans la région de Granby, le coût mensuel moyen d'un loyer a augmenté de 14 $ par mois, passant donc de 520 $ à 534 $, se retrouvant dans le milieu de peloton québécois, selon Francis Cortellino. Le taux moyen, au Québec, d'un logement quatre pièces se situe à 650 $. Dans l'ensemble du Canada, le paiement augmente à 823 $.

En regard de ces chiffres, l'Association des propriétaires du Québec (APQ) clame haut et fort que malgré les augmentations annuelles, le prix des loyers est inférieur au Québec et que la situation doit changer. «Le coût des appartements est bas à cause des règles strictes qu'impose la Régie du logement [NDLR: une augmentation de 0,8 % en 2010]. Cela rend les travaux et les rénovations quasi impossibles parce que les propriétaires n'ont pas les moyens financiers. Le Québec se retrouve donc avec de meilleurs prix, mais aussi avec les pires logements. L'équilibre est rompu, expose Martin Messier, président de l'APQ. Il faut remettre en question l'existence même du contrôle des loyers. Cette façon trop restrictive ne permet pas de stimuler la construction et les investissements. Il faut retrouver l'inspiration et le dynamisme de la libre concurrence.»

LA QUALITÉ D'ABORD?

Hélène Plourde, consultante pour le volet logement de l'Association coopérative d'économie familiale de la Montérégie-Est (ACEF), indique, toutefois, qu'idéalement, il faudrait que la qualité des logements prime. «Mais ça ne va pas nécessairement de soi avec les augmentations du coût des loyers. Certains propriétaires sont négligents. Pas tous, mais il y a des exceptions. Certains ne veulent qu'encaisser le paiement et ne font pas les rénovations requises. Cette situation est un couteau à deux tranchants.»

C'est confirmé: la résidence pour personnes âgées ouvrira ses portes en 2011 !

Les administrateurs du Pavillon Gévry-Lussier ont reçu l'aval du Pacte rural de la MRC de La Haute-Yamaska concernant leur demande de subvention pour construire une résidence de 12 logements à caractère social et communautaire, derrière la Caisse populaire de Sainte-Cécile-de-Milton. Celle-ci pourra accueillir des personnes âgées de 55 ans et plus, autonomes et semi-autonomes, afin de leur permettre de demeurer au sein de leur communauté. M. Gérard Gévry, président du conseil d'administration, a rapporté plusieurs bonnes nouvelles à ce sujet: « Tout d'abord, le 23 août dernier, la Société d'habitation du Québec nous confirmait son engagement à soutenir notre projet. Puis, le 3 septembre, nous nous portions officiellement acquéreurs du terrain, alors que la semaine suivante, plus précisément le 8 septembre, nous signions le contrat avec l'entrepreneur qui réalisera les travaux de construction. Je tiens ici à souligner la grande générosité des donateurs qui ont appuyé notre projet et qui nous ont offert plus de 105 000 $, soit une somme importante pour une petite municipalité de quelque 2000 résidents. Le Pacte rural nous a également donné un fier coup de pouce en nous accordant une subvention de 50 000 $, en 2009, pour l'étude de faisabilité, puis une autre de 60 000 $, cette année, pour la concrétisation du projet, dont le coût total est estimé à 1 450 000 $. » Au moment d'écrire ces lignes, le début des travaux était prévu pour le 13 septembre et l'achèvement, pour le 4 mars 2011 – voilà de quoi réjouir les familles !

Une résidence pour personnes âgées autonomes et semi-autonomes de 12 logements sera construite à Sainte-Cécile-de-Milton, derrière la Caisse populaire.

LA VOIX DE L'EST PUBLIREPORTAGE, 16 septembre 2010

Mercredi

35 ans d'histoire — OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE LA VILLE DE Granby

Plusieurs projets pour l'OMHG

Qu'ont en commun les différents projets de l'Office municipal d'habitation de Granby (OMHG) ? L'audace, rien de moins ! Dans le cadre de son plan quadriennal de développement, l'OMHG a tenu à donner à chacun de ses projets une identité propre, allant une mission précise et une assise particulière, unique.

D'abord, l'édifice Louis-G.-Choinière, construit en 2008, a été la première étape du plan de développement de l'OMHG qui offrira, d'ici la fin de l'année 2012, 66 logements Accès Logis supplémentaires à Granby. Avec 6 logements de 4 chambres à coucher, 15 de 3 chambres à coucher et 3 autres de deux chambres à coucher, le projet de l'édifice Louis-G.-Choinière vient corriger particulièrement l'adresse aux familles nombreuses. Avec, aujourd'hui, 59 enfants de 0 à 18 ans vivant dans ces logements, l'OMHG a le sentiment d'avoir atteint l'objectif particulier qu'elle s'était donné.

Un autre projet, celui de la Villa Laliberté, entre dans sa deuxième phase avec les travaux qui ont débuté à la fin septembre. Cette seconde bâtisse, baptisée Villa Laliberté II, se situera tout près du premier bâtiment, qui accueille des couples et des personnes seules de 75 ans et plus. Les 18 logements supplémentaires qu'apportera le nouveau projet seront destinés à une clientèle bien particulière. Les critères de sélection seront d'ailleurs établis en collaboration avec le Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Yamaska (CSSSHY).

La Villa Laliberté II a de plus reçu le support de la Ville de Granby, récipiendaire MADA (Municipalité amie des aînés). Le projet a d'ailleurs été orienté expressément pour répondre aux besoins exprimés par les aînés lors de l'enquête du comité chargé de la démarche MADA à la Ville de Granby.

Les personnes qui seront admises dans les nouveaux logements recevront d'ores et déjà des services du CSSSHY et vivront en environnement adapté à leurs besoins, c'est-à-dire un milieu de vie soutenant pour bonifier le quotidien d'une personne vieillissante. Pour ce faire, le CSSSHY et quelques organismes communautaires se joindront à l'OMHG en ce qui a trait à la prestation de services qui seront offerts à ces locataires. Parmi ces services, l'aide à l'entretien du logement, les repas et des services de soins personnels seront disponibles.

Finalement, le dernier projet de l'OMHG mais non le moindre aura pour effet d'offrir 24 logements additionnels à des familles. La caractéristique recherchée dans ce cas sera que l'un des parents effectue un retour aux études. Plusieurs services connexes seront donc à la disposition de ces familles : la garderie adjacente, ainsi que du soutien et de l'éducation populaire offerts par les groupes communautaires de la région.

Les critères de sélection seront dans ce cas établis en collaboration avec les organismes participants, afin de cibler la clientèle de manière à déterminer les services et les interventions à privilégier pour soutenir les familles dans la réalisation de leur projet. Le début des travaux est prévu pour 2012.

L'EXPRESS, 6 octobre 2010

LOGEMENTS SOCIAUX: AIDE DE 750 000 $ À SAINTE-CÉCILE-DE-MILTON

Le projet d'un immeuble à logements sociaux à Sainte-Cécile-de-Milton a reçu un appui important de Québec et d'Ottawa, la semaine dernière. Les deux paliers gouvernementaux ont remis conjointement une aide de 750 000 $ pour l'édification du Pavillon Gévry-Lussier. Le bâtiment résidentiel proposera 12 logements aux aînés.

Outre la participation financière des gouvernements, le milieu a contribué pour 430 000 $. Quant à la municipalité de Sainte-Cécile-de-Milton, elle a investi 270 000 $ dans ce projet évalué à 1,5M $.

L'EXPRESS, 6 OCTOBRE 2010

L'EXPRESS, 6 octobre 2010

Le développement encadré par la Ville

MARIE-FRANCE LÉTOURNEAU

marie-france.letourneau@weeklytel.qc.ca

GRANBY — Les 200 acres des terres Miner vendues à un groupe de promoteurs locaux devraient à terme accueillir près de 1000 unités d'habitation. Mais c'est à un rythme d'autrefois « 50 portes » par année que la construction s'effectuera, a indiqué le directeur général de la Ville, Michel Pinault. Les promoteurs ont mis du pain sur la planche jusqu'en 2011 !

Détail important, selon M. Pinault, l'ensemble du développement sera soumis à un Plan d'implantation et d'intégration architectural. Cela signifie que la ville encadrera de façon serrée le développement de ce secteur de la municipalité.

Hier, les acheteurs des terres Miner, Daniel Touchette, Michel Leclerc, Claude Sylvain et Serge Fleurent étaient présents à la conférence de presse organisée par la Ville de Granby. Ils ont bien sûr manifesté leur joie de voir cette transaction se conclure. Mais le quatuor a préféré réserver ses commentaires pour mardi prochain. Les quatre hommes d'affaires rencontreront alors les médias pour présenter leur projet.

Pour tous

La Ville a cependant levé le voile sur certaines conditions incluses dans le contrat conclu avec le consortium. Ce dernier a entre autres consenti à céder un terrain de 45 000 pieds carrés pour la construction de logements abordables, en partenariat avec l'Office municipal d'habitation de Granby.

Ainsi, une zone de 300 000 pieds carrés, à l'angle du boulevard Pierre-Laporte et de la rue Robitaille, sera consacrée au développement commercial.

Détail important, le nouveau développement devrait être accessible « à toutes les couches de la société », avec la construction d'une variété d'habitations (unifamiliales, duplex, multilogements, etc.), précise le maire, Richard Goudet.

Les constructions devraient être accessibles « à toutes les couches de la société ».

Les critères d'aménagement et de développement ont par ailleurs déjà été établis, notamment pour le réseau routier, le réseau piétonnier, les espaces verts, les types d'habitation et l'environnement.

« Le contrat ne tient pas sur deux pages. C'est un gros document. Nous nous sommes assurés de bien protéger les intérêts de la municipalité », indique Michel Pinault.

Espaces protégés

L'achat des terres Miner par la Ville de Granby a permis à cette dernière d'acquérir 525 acres de terrain en 2007. Plus de la moitié de cette superficie est aujourd'hui protégée. Les Boisés Miner et le golf Miner occupent 253 acres, la Ferme Héritage Miner, 15,5 acres, et les milieux humides, 52 acres.

Sont exclus de la transaction annoncée hier : 13 lots pour la construction résidentielle. La Ville procédera elle-même à la vente des terrains au cours des prochains mois pour que la construction puisse démarrer au printemps.

LA VOIX DE L'EST, 16 octobre 2010

LA VOIX DE L'EST, 20 octobre 2010

La ministre du Tourisme et ministre responsable de la région de la Montérégie, Nicole Ménard, était à Granby, hier, pour la pelletée de terre officielle de la seconde phase de la Villa Laliberté. Elle était accompagnée du maire Richard Goulet et du président de l'Office municipal d'habitation de Granby, Normand Lacoste.

NOUVEAUX LOGEMENTS SOCIAUX POUR AÎNÉS À GRANBY

Le chantier est lancé

ISABEL AUTHIER

isabel.authier@ecoledeest.qc.ca

GRANBY — La construction de 18 nouveaux logements communautaires est finalement en branle à Granby, malgré quelques mois de retard. Le projet, qui s'élèvera juste derrière la Villa Laliberté du 106, rue Drummond, accueillera des personnes âgées de 75 ans et plus en légère perte d'autonomie.

Bien que déjà entamé, le chantier a reçu la visite, hier, de la ministre du Tourisme et ministre responsable de la région de la Montérégie, Nicole Ménard, venue effectuer la première pelletée de terre officielle de ce projet estimé à 2,8 millions $.

De ce montant, 1,3 million $ proviendra de la Société d'habitation du Québec (SHQ) à travers son programme *AccèsLogis Québec* et plus de 500 000 $ seront versés par la Ville de Granby. Le reste proviendra d'une hypothèque financée à même les loyers, note la directrice générale de l'Office municipal d'habitation de Granby, Sylvie Lafontaine.

L'organisme gestionnaire du projet pourra aussi compter sur une aide de 32 000 $ pour rendre le nouveau bâtiment conforme à la certification *NovoClimat*.

L'édifice, qui sera rattaché au HLM existant, comprendra des logements de trois pièces et demie et de quatre pièces et demie. Plusieurs auront une vue directe sur le lac Boivin.

C'est la compagnie Tjaro Rée qui mène les travaux. Ceux-ci devraient être achevés à temps pour recevoir les premiers locataires dès le 1er mai prochain.

« Grâce à vous tous, a souligné la ministre Ménard, les aînés en légère perte d'autonomie auront bientôt accès à des logements de qualité, selon leurs besoins et leurs ressources financières. Le besoin est là. Si on peut améliorer la qualité de vie de personnes et de couples, tant mieux. »

Parmi les futurs locataires, neuf ménages à faible revenu auront accès au programme *Supplément au loyer* pour les aider à se loger.

Selon Sylvie Lafontaine, le choix des résidants se fera d'abord parmi les locataires actuels de l'Office municipal d'habitation qui répondront à certains critères d'admissibilité. L'organisme consultera ensuite sa liste d'attente. « Le Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Yamaska sera mis à contribution dans le dossier », ajoute Mme Lafontaine.

Selon la dame, près de 200 personnes, surtout des personnes seules, sont présentement en attente d'un logement social à Granby.

Hier, le maire Richard Goulet a rappelé que la construction de tels logements faisait partie de ses premiers engagements politiques. Il en a d'ailleurs profité pour mentionner l'existence d'un autre projet, de 24 logements cette fois, qui pourrait accueillir en 2012 des mères monoparentales souhaitant retourner aux études.

LA VOIX DE L'EST, 23 novembre 2010

PACTE RURAL DE LA HAUTE-YAMASKA

Plus de 300 000 $ pour des projets en 2011

MARIE-ÈVE LAMBERT

marie-eve.lambert@ecoledeest.qc.ca

SAINTE-CÉCILE-DE-MILTON — L'appel de projets du Pacte rural de la Haute-Yamaska a été lancé, hier, à la salle communautaire de Sainte-Cécile-de-Milton. En 2011, 307 211 $ sont mis à la disposition des projets qui contribueront au développement des milieux ruraux, a annoncé le directeur général du CLD Haute-Yamaska, Guy Coulombe.

« Par sa grande flexibilité, le Pacte rural est un fleuron puisqu'il procure un financement approchable à des projets améliorant concrètement la qualité de vie dans nos municipalités rurales », a-t-il dit.

M. Coulombe a rappelé qu'au cours des six dernières années, le Pacte rural a investi 1,8 million $ dans 58 projets répartis dans les municipalités de Roxton Pond, Saint-Alphonse, Sainte-Cécile-de-Milton, Saint-Joachim-de-Shefford, Shefford, Warden et Waterloo.

La Coop de solidarité santé de Roxton Pond, l'organe familiale de Waterloo et le pavillon Gévry-Lussier à Sainte-Cécile-de-Milton en sont quelques exemples de réalisations ayant bénéficié de l'aide financière du Pacte rural.

« Le Pacte rural fut le premier à croire en notre projet, ce qui incita ensuite la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), puis la Société d'habitation du Québec (SHQ) à endosser le projet à leur tour », a mentionné le président du pavillon Gévry-Lussier, Gérard Gévry.

La première pelletée de terre de ce complexe de 12 unités de logements sociaux et communautaires pour personnes de plus de 55 ans a eu lieu en septembre dernier et sa construction va bon train.

« Par sa grande flexibilité, le Pacte rural est un fleuron puisqu'il procure un financement approchable à des projets améliorant concrètement la qualité de vie dans nos municipalités rurales ». — M. Guy Coulombe, directeur général du CLD Haute-Yamaska.

Pour soumettre un projet, il suffit de se rendre sur le www.haute-yamaska.com. « Même si la date limite est le 25 février, les promoteurs doivent préalablement obtenir une résolution de leur conseil municipal en appui à leur projet », laisse savoir Samuel Gosselin, conseiller au développement de la ruralité et de l'agroalimentaire. Ceux-ci recevront une réponse vers la fin avril.

Rappelons qu'en Haute-Yamaska, les municipalités admissibles au Pacte rural sont Roxton Pond, Saint-Alphonse, Sainte-Cécile-de-Milton, Saint-Joachim-de-Shefford, Shefford, Warden et Waterloo.

Le Pacte rural de la Haute-Yamaska prévoit également investir 291 500 $ chaque année de 2012 à 2014 inclusivement.

LA VOIX DE L'EST, 12 janvier 2011

Le GAME s'est réuni à trois reprises cette année afin de compléter la réalisation du projet «Respect et assiduité». Suite à l'obtention du financement de Vision 2015 et d'Emploi Québec ; le comité s'est consacré à finaliser la mise en œuvre des outils (contacts avec l'infographiste et le fournisseur, création d'une liste de distribution pour les outils, contact avec un distributeur, préparation d'une lettre décrivant le projet, etc.). En même temps, nous avons organisé le lancement du projet qui a eu lieu à la fin mai 2010. Près de trente personnes étaient présentes au lancement, dont des représentants du milieu économique et scolaire. Le projet a été très bien reçu et a été très populaire auprès de diverses entreprises et organismes travaillant avec des jeunes.

Avant d'en faire la distribution, les 5000 lanières porte-clés ont été regroupées par paquet de dix et les 500 affiches ont été roulées par des élèves bénévoles du programme international de plusieurs écoles ainsi que deux adolescents dans le cadre de travaux communautaires à compléter. Par la suite, les outils ont été distribués massivement auprès des organismes, commerces et lieux de formation entre mai et septembre 2010. Des rencontres se sont tenues avec quelques directeurs de ressources humaines pour leur présenter le projet, dont ceux du Centre Hospitalier de Granby. En juin 2010, une distribution ciblée a été faite auprès de 100 entreprises comptant plus de 15 employés dans le parc industriel de Granby.

Notre objectif d'obtenir des outils promotionnels pour faire la promotion du respect et de l'assiduité sur tout le territoire, autant dans les lieux de formation que de travail, a été atteint. Une fois le projet «Respect et assiduité» terminé et tous les outils distribués; les membres du GAME ont réfléchi à l'avenir du comité. Il a été décidé que les objectifs fixés étaient réalisés et qu'aucune nouvelle action ne serait mise en œuvre dans l'immédiat. D'un commun accord le comité a été dissous.

Une belle retombée du projet a été la reprise de celui-ci par une enseignante du théâtre de rue du Cégep de Granby. Après avoir travaillé sur la notion du savoir-être, ses deux classes ont présenté dans les lieux publics du Cégep une douzaine de mini-sketchs sur des variantes de ce thème. Le résultat était très réussi et très original et il est possible que le travail accompli au Cégep soit repris dans d'autres lieux de formation.

Membres du Groupe Action en Matière d'Éducation (GAME)

- Anne Bérat, Commission scolaire Val des cerfs
- Frédérick Bonner, Centre local de développement Haute-Yamaska
- Sylvain Dupont, Corporation de développement communautaire Haute-Yamaska
- Yves Lauzière, Carrefour Jeunesse Emploi des Cantons de l'Est
- Catherine Lusson, Groupe Actions Solutions Pauvreté
- Nathalie Scott, Centre de santé et de services sociaux Haute-Yamaska

NOUVELLE CAMPAGNE DU GASP

POUR DE MEILLEURES RELATIONS

«Je me présente à l'heure, sinon j'appelle» est le slogan de la nouvelle campagne du Groupe actions solutions pauvreté (GASP) qui a lancé le projet «Respect et assiduité». C'est à la demande de différents patrons que le GASP a mis sur pied des outils promotionnels qui visent principalement à améliorer les relations employés-employeurs.

Stéphanie Mac Farlane
Collaboration spéciale

Le début de la conférence, qui avait lieu le 19 mai dernier au foyer du Palace de Granby, a été interrompu (volontairement) par une mise en scène typique de l'employé qui ne se présente pas à l'heure au travail et qui n'appelle pas.

À travers le projet, les intervenants visaient à développer des outils destinés à faire la promotion du respect et de l'assiduité dans les milieux de travail, de formation, mais aussi dans les autres cadres sociaux de la Haute-Yamaska. «Nous voulions faciliter la vie et la relation des employeurs et des employés et ainsi aider les gens à garder leur emploi ou à compléter leur scolarité. Cependant, nous voulions aussi aider dans d'autres sphères. Par exemple, il y a des gens qui ne se présentent pas à leur rendez-vous, notamment dans le milieu de la santé. C'est aussi un problème», fait savoir Catherine Lusson, directrice générale du GASP.

Les deux outils du projet, une affiche et un porte-clé, ont été créés et produits avec la participation d'élèves en infographie et de leur professeur du Campus de Bromont-Missisquoi. Au départ, l'initiative cherchait à aider les jeunes à intégrer un emploi ou bien à le maintenir. Cependant, ces derniers ont rapidement modifié l'angle de traitement. «Le concept final, c'est l'idée des jeunes. Ils nous ont dit qu'être en retard ou absent au travail n'est pas un problème de jeunes, mais un problème de société», explique Yves Lazarère du Carrefour Jeunesse-Emploi des Cantons de l'Est.

DISTRIBUTION

Les deux outils seront distribués à la grandeur de la MRC de la Haute-Yamaska durant les prochains mois. «Nous travaillons à ce que tous les points de distribution, soit la Chambre de commerce, la Corporation développement commerce et tourisme, la Corporation de développement communautaire, le CSD Haute-Yamaska et le CTDE, aient reçu les paquets d'ici deux semaines. Ensuite, la distribution se fera au courant des prochains mois», indique Mme Lusson. Un employé fera ainsi du porte-à-porte du côté du parc industriel de Granby.

Au total, ce sont 500 paquets qui seront ainsi remis aux partenaires. «Dans chaque paquet, il y a 10 sangles et une affiche», enchaîne la directrice générale du GASP.

Le projet a pu être mis sur pied notamment grâce à Vision 2015 qui assure le soutien technique et financier, ainsi qu'à un financement d'Emploi-Québec.

Nelson Tremblay, coordonnateur du service aux entreprises de la direction régionale d'Emploi-Québec et Isabelle Brochu, coprésidente de Vision 2015 ont dévoilé l'affiche de la campagne sur laquelle nous pouvons lire: «Je me présente à l'heure, sinon j'appelle»

L'EXPRESS, 26 mai 2010

LANCEMENT DU PROJET « RESPECT ET ASSIDUITÉ »

« Je me présente à l'heure sinon j'appelle »

Le dévoilement des deux outils destinés à faire la promotion du respect et de l'assiduité dans les milieux de travail et de formation du territoire de la Haute-Yamaska a eu lieu hier, au Foyer du Palace. Ce projet, sur lequel le Groupe actions solutions pauvreté (GASP) travaille depuis un moment déjà, a pour objectif d'aider les jeunes à s'intégrer à un emploi ou à le maintenir, à poursuivre leurs études ou leurs démarches d'insertion sociale dans un contexte de respect et d'assiduité.

Caroline Boisclair
caroline.boisclair@lavoixdelest.qc.ca
LA VOIX

Les outils, qui sont en fait une affiche et un porte-clé sous le thème «Je me présente à l'heure sinon j'appelle», s'adressent à la population de la Haute-Yamaska, et ils visent à faire la promotion de ces deux valeurs essentielles dans un parcours réussi, qu'il soit professionnel, scolaire ou personnel.

«C'est une constatation de la part des employeurs», a indiqué Catherine Lusson, coordonnatrice au GASP, en faisant allusion à la problématique des retards et des absences qui rendent la vie difficile à tous le monde».

Car si les compétences techniques sont faciles à acquérir, les compétences de base, elles, sembleront poser problème. «On s'est demandé qu'est-ce qu'on peut faire pour rendre toutes ces compétences importantes, et on a choisi le respect et l'assiduité parce que c'est fondamental», ajoute-t-elle.

Les deux outils ont été créés et produits grâce à la participation bénévole d'élèves en infographie et leur professeur du Campus de Bromont-Missisquoi dans le cadre de leurs travaux scolaires. Une infographiste professionnelle a ensuite peaufiné le concept, qui a été produit grâce à la contribution financière de Vision 2015 et d'Emploi-Québec.

Les parents, enseignants, intervenants, entreprises et élus sont également ciblés par ce projet, qui, au départ, visait les 18-24 ans mais qui s'est révélé être un problème de société. Les affiches et porte-clés seront distribués sur le territoire de la Haute-Yamaska au cours des prochains mois. La Chambre de commerce, la Corporation développement commerce et tourisme, la Corporation de développement communautaire, le CSD de la Haute-Yamaska et le CTDE seront chargés de cette distribution, qui aura aussi lieu dans le parc industriel de Granby.

Ce projet est une initiative du Groupe action en matière d'éducation (GAME), un comité du Groupe actions solutions pauvreté formé par le Centre local de développement, le Carrefour jeunesse-emploi des Cantons-de-l'Est, le Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Yamaska, la Commission scolaire du Val-des-Cerfs et la Corporation de développement communautaire de la Haute-Yamaska.

Pour obtenir ces outils promotionnels, vous pouvez contacter le GASP au 450 378-0990.

LA VOIX DE L'EST, LE PLUS 19 mai 2010

Orientations pour 2011-2012

1. S’assurer de la diffusion et de la distribution des outils de sensibilisation réalisés auparavant.

2. Faire le suivi des recommandations de la planification stratégique.

3. S’assurer de la mise en œuvre des nouvelles structures de fonctionnement du GASP.

4. Poser des actions afin de bonifier le financement du GASP.

5. Maintenir un rôle rassembleur dans les projets de l’AZimut et logis-études.

6. Promouvoir et assumer le rôle de facilitateur du projet SACAIS s’il est accepté.

Membres du Groupe Actions Solutions Pauvreté

Membres réguliers

- Alpha Haute-Yamaska
- Alternative en santé mentale l'Autre Versant
- Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est
- Association Femmes d'éducation et d'action sociale Richelieu-Yamaska
- Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées
- Auberge sous mon Toit
- Centre d'action bénévole de Granby
- Centre de santé et de services sociaux Haute-Yamaska
- Centre de soutien au réseau familial
- Centre local de développement Haute-Yamaska
- Centre local d'emploi
- Collectif de défense des droits de la Montérégie
- Comité de pastorale sociale Granby et région
- Comité sans chemises Granby
- Commission scolaire du Val-des-Cerfs
- Corporation de développement communautaire de la Haute-Yamaska
- Cuisines collectives de la Montérégie
- Dynamique des handicapés de Granby et région
- Entr'Elles Granby
- Le Passant MHPD
- Maison Arc-en-ciel
- Maison Joins-toi
- Mouvement Action Chômage
- Office municipal d'habitation Granby/Bromont
- Ressources résidentielles Le Tandem
- Solidarité ethnique régional Yamaska
- S.O.S Dépannage Moisson Granby
- Zone pastorale de Granby

Membres associés

- Bureau du député fédéral
- Bureau du député provincial
- Ville de Granby

Membre citoyen

- Julie Beauregard

279 rue Principale, local 311
Granby (Québec)
J2G 2W1
Téléphone : 450 378-0990
Télécopieur : 450 378-5743
Courriel : gaspauvret@yahoo.ca
Site web : www.gasph-y.net